

Ruptures no.4

Été 2004 | 3 \$

Revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEF AC)

Ni Québec, Ni Canada

Ni Patrie, ni État



Premier mai 2004, Montréal

**Dossier spécial
nationalisme,
racisme et
extrême droite.**

**Histoire de l'anarchisme
au Québec : les années
1920 et 1930, p. 30**

THE ONE BIG UNION BULLETIN

Published by the ONE BIG UNION Provincial Committee of Alberta
Western Labor Conference Edmonton Trades and Labor Council

Western Labor Conference
Edmonton Trades and Labor Council

**Dossier extrême droite
au Québec, p. 11 à 16**



Ruptures

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation: l'analyse et la théorie.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Ruptures est publiée en alternance entre Québec et Montréal. Ce numéro a été réalisé à Québec.

Pour toute correspondance: Collectif anarchiste La Nuit, a/s E-H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

Abonnement et distribution: Une revue militante ne peut survivre que grâce aux abonnements, alors, abonnez-vous! Québec/Canada régulier: 12\$ pour 4 numéros, soutien et hors-Québec/Canada: 24\$ et plus. Pour la distribution: 3\$ poste payée l'ex.; 2,75\$ l'exemplaire pour 3 copies et plus; 2,50\$ l'exemplaire pour 10 copies et plus; 2\$ l'exemplaire pour 20 copies et plus. (hors-Québec/Canada ou plus d'exemplaires, contactez-nous). Les chèques peuvent être fait à l'ordre de «Groupe Émile-Henry».

Pour plus d'infos sur la NEFAC:

Collectif anarchiste la Commune (Montréal): mtl@nefac.net

Collectif anarchiste La Nuit (Québec): nefacquebec@yahoo.ca

Punching Out Collective (Toronto): punchigout@nefac.net

<http://www.nefac.net>

Dans Ruptures

Introduction au numéro 4	2
Note sur la question nationale	3-4
Pour une histoire de l'anti-impérialisme anarchiste	5-10
Retour vers le passé: portrait de l'extrême droite au Québec	11-15
Des libertaires sur le front anti-fasciste: histoire et auto-critique	17-19
Racisme et lutte de classe	20-24
L'épineuse question autochtone au Canada: un cheval de bataille pour la droite	25-29
Sur les traces de l'anarchisme au Québec: quatrième partie les années '20 et '30	30-35

Abonnement et diffusion

Les abonnements aident à financer la revue. Pour en recevoir des copies supplémentaires (12\$ pour 4 numéros, 24\$ abonnement de soutien et international), faites un chèque à l'ordre de : "Groupe Émile-Henry": C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0 en mentionnant le nombre de copies désirées, l'adresse de retour ainsi que votre adresse internet.



Introduction au no 4



Près d'un an s'est écoulé depuis la parution du dernier numéro de *Ruptures*. Il faut dire que les luttes sociales ont occupé pas mal de notre temps au cours des derniers mois. Les membres et sympathisantEs de la NEF AC ont participé activement au mouvement de résistance contre le gouvernement Charest, que ce soit de façon autonome ou par une intervention dans nos milieux de travail et dans les groupes populaires où nous militons. Après des efforts répétés, le point de vue anarchiste commence à se frayer un chemin auprès de celles et ceux qui luttent contre la précarisation de leurs conditions de vie. Bien que difficile, nous pensons que le jeu en vaut la chandelle, tout particulièrement si nous voulons radicaliser cette opposition aux dik-tats du patronat sur des bases libertaires.

Par ailleurs, nous avons prévu il y a longtemps de consacrer un numéro de *Ruptures* à la question du racisme et de l'extrême droite. Depuis ses tous débuts, notre fédération a une position très claire sur ces enjeux. Lors de notre congrès de septembre 2002 à Montréal, nous avons concrétisé cet engagement anti-fasciste et anti-raciste en décidant collectivement d'en faire l'une de nos trois priorités. Depuis deux ans, les collectifs de la NEFAC sont intervenus à de nombreuses reprises dans leurs milieux respectifs. Que ce soit à Lewiston (Maine) pour bloquer les attaques de la World Church of the Creator contre les immigrantEs somalienNEs, à Washington pour dénoncer la récupération de la lutte contre l'occupation israélienne en Palestine par le groupe néo-nazi National Alliance (afin d'exacerber l'anti-sémitisme), aux campagnes de soutien avec les sans-papier à Toronto, Montréal et Québec en passant par les nombreuses activités d'éducation populaire anti-racistes

dans nos communautés, nous ne sommes pas restéEs les bras croisés.

Nous avons voulu traduire ces pratiques et cet engagement commun à travers un dossier assez diversifié. Nous sommes particulièrement heureux d'inclure deux articles rédigés par des camarades de la Zabalaza Anarchist Federation, une organisation anarcho-communiste sud-africaine, sur la question du racisme et de l'anti-impérialisme d'un point de vue anarchiste. Vous trouverez également un portrait assez complet de l'extrême droite au Québec, une réflexion sur les cam-

pagnes menées à Québec contre les fascistes, une réflexion sur la situation des Autochtones au Québec et au Canada ainsi qu'un tour d'horizon sur la question nationale québécoise. À la demande générale (et aussi pour se faire plaisir!), nous poursuivons notre série d'articles sur l'histoire de l'anarchisme au Québec en traitant de la période 1920-1939.

Bonne lecture!

CAUSE COMMUNE

La Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEF AC) a maintenant son propre journal d'agitation francophone tiré à 3000 exemplaires tous les deux mois. Ce journal sert de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles. Cet agitationnel porte le nom de *Cause commune*.

Dans chaque numéro vous trouverez de l'information et des analyses touchant les principaux axes d'interventions de la NEF AC, mais également des chroniques régulières sur la pratique et les idées anarchistes. *Cause Commune* ne remplace pas *Ruptures* (que vous tenez présentement entre vos mains). Cette nouvelle publication se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Pour connaître les lieux de diffusion de Cause commune, pour vous abonner ou uniquement vous le procurer... contactez-nous:

Collectif anarchiste la Commune, Montréal:
mtl@nefac.net

Collectif anarchiste La Nuit, Québec:
nefacquebec@yahoo.ca

Notes sur la maudite question nationale québécoise...



Depuis maintenant près d'un demi-siècle, la question nationale est au cœur des débats qui agitent la gauche québécoise. S'il y a (et il y aura probablement toujours) des libertaires qui choisissent de prendre position en faveur de l'indépendance du Québec, d'autres positions sont évidemment possibles sans pour autant souhaiter la survie de l'État canadien. Nous faisons le choix de renvoyer dos-à-dos le nationalisme québécois et le nationalisme canadien sans pour autant nier la réalité de l'oppression nationale.

Les francophones ne partagent pas la même histoire que les autres communautés d'origine européenne sur ce continent. À partir de la Conquête, les francophones passent du statut de colonisateurs à celui de colonisés. Il y a eu une oppression nationale des francophones en Amérique du nord. Il y a, c'est indéniable, une volonté historique de nier aux francophones le statut de nation et de les maintenir dans une infériorité socio-économique. Le Canada tel que nous le connaissons a précisément été formé dans le but de faciliter l'assimilation des francophones en les noyant dans un ensemble politique majoritairement anglophone. En ce sens, le Canada est bel et bien « une prison des peuples », une « démocratie coloniale » prête à utiliser tous les moyens pour maintenir son « intégrité territoriale ». Le scandale des commandites et la loi de la clarté sont là pour nous le rappeler. S'il y a toujours des francophones au Québec, c'est qu'il y a eu une résistance au projet d'assimilation des britanniques.

Mais il n'y a pas que cela dans l'histoire du Canada. Ce pays s'est construit grâce à la « pacification » (par la force, il va sans dire) de populations entières, à commencer par les communautés autochtones et métis d'un océan à l'autre, mais aussi de la classe ouvrière, tant francophone, qu'anglophone ou allophone. La version nationaliste de l'histoire du Québec met presque exclusivement l'accent sur la résistance des francophones aux diktats du pouvoir central (ex : l'opposition à la conscription) sans expliquer qu'ailleurs au pays, des hommes et des femmes ont mené les mêmes luttes. Ce silence complice est celui du nationalisme, une grille d'analyse qui confère aux individus (toutes classes sociales confondues) les mêmes intérêts en fonction de caractères linguistiques, raciaux ou territoriaux.

Il y a eu des moments où question sociale et nationale ont fusionné dans une même lutte progressiste de libération, comme lors de l'insurrection des Patriotes de 1837-38 ou dans le mouvement indépendantiste des années 1960-70, mais ces moments sont très rares. L'idéologie nationaliste a surtout permis aux élites canadiennes-françaises (puis québécoises) de créer un rapport de force face à la fraction monopoliste de la bourgeoisie canadienne, majoritairement anglophone. D'abord réactionnaire dans sa version ensoutanée, puis « progressiste » lorsqu'elle s'est arrimée aux mouvements populaires, pour ensuite devenir platement néolibérale après quelques années au pouvoir, l'idéologie nationaliste a été en mesure d'adapter son discours pour traverser toutes les époques. Ce n'est malheureusement pas le cas de la gauche.

L'idée voulant que la question nationale soit la clef de voûte du changement social au Québec, que libération nationale et libération sociale soient indissociables et participent d'un même mouvement, date des années 1960. À l'époque, les preuves que les francophones étaient systématiquement dans une position d'infériorité socio-économique chez-eux et par rapport aux anglophones du reste du Canada foisonnaient. Une simple marche à pied d'ouest en est, à Montréal, suffisait pour se rendre à l'évidence de l'oppression. C'est la revue Parti Pris qui, dans un contexte international de décolonisation, a analysé la situation du Québec comme étant une colonie à libérer. Leur programme politique formait un tout et reposait sur trois piliers: laïcité, indépendance et socialisme. Parti Pris pensait régler les questions nationale et sociale dans une même révolution socialiste à saveur anticolonialiste. À partir de là, toute une littérature s'est développée pour analyser le Québec sous le prisme de l'oppression nationale. On a par la suite introduit l'étapisme (c'est-à-dire l'indépendance d'abord, le socialisme ensuite) et le programme de transition (une série de revendications « justes » devant provoquer une prise de conscience et mener à une rupture avec le capitalisme).

Depuis 30 ans, l'action conjuguée du mouvement syndical et d'un parti souverainiste au pouvoir a permis de corriger les plus grossières manifestations d'oppression nationale. Il n'y a plus d'écart salarial entre les québécois-es et les ontariens-travaillant pour une même compagnie. On retrouve maintenant des francophones à tous les échelons et dans tous les domaines économiques. Malgré quelques ratés, le français est maintenant respecté comme langue commune du Québec. De nets progrès ont été réalisés dans tous les domaines sociaux où le Québec accusait un retard par rapport au reste du Canada (jusqu'à faire l'en- vie de bien des progressistes du ROC...).

Reste la question de l'indépendance politique. Une analyse honnête des mouvements de libération nationale qui ont inspirés les initiateurs de la stratégie de l'indépendance progressiste devrait pourtant souligner qu'ils ont tous échoué. Malgré la prise du pouvoir, malgré l'indépendance formelle, la décolonisation a échoué et il n'y a eu ni réelle libération nationale, ni libération sociale. Le néocolonialisme domine partout, comme hier le colonialisme. Les pays qui avaient échappé un temps à l'orbite impérialiste y reviennent sous les coups de butoirs de la mondialisation. Ceux et celles qui, à gauche, pensent qu'un Québec souverain pourrait suivre une voie indépendante du néolibéralisme se trompent lourdement. Si des pays comme le Brésil, l'Afrique du sud ou la France ne le peuvent pas, comment un petit État dont les principaux partenaires économiques sont signataires de l'ALENA le pourrait-il?

* * *

L'un des aspects centraux de la critique révolutionnaire du nationalisme est qu'il s'agit d'une idéologie essentiellement bourgeoise qui a pour but d'unir deux classes aux intérêts antagonistes dans la compétition contre d'autres nations, tout en donnant le leadership de la lutte politique à une fraction de la classe dominante. C'est

exactement ce qui s'est passé et ce qui continue de se passer sous nos yeux au Québec. Il n'y a que dans les pays sans bourgeoisie nationale et sans classe politique professionnelle que des révolutionnaires ont pu prendre la direction de mouvements nationalistes. Or, grâce aux transfuges du Parti libéral du Québec qui ont fondé le Mouvement souveraineté-association puis le Parti Québécois, nous avons maintenant les deux au Québec. Ça fait 30 ans que des révolutionnaires tentent de prendre la direction du « mouvement national québécois » pour lui donner une orientation progressiste. Pourtant, la gauche est encore et toujours la « mouche du coche ». Peut-être est-ce parce qu'il est impossible de rompre avec le P.Q. sans rompre avec le nationalisme? Il y aura toujours des Pierre Falardeau et des Pierre Dubuc qui diront qu'il faut appuyer le P.Q. si on est souverainiste parce qu'en dernière analyse, le P.Q. est le seul parti capable de faire la souveraineté. Et ils ont raison!

* * *

Entraîné-es dans ce mouvement par leurs « élites » religieuses, syndicales et politiques, bien des prolétaires ont consacré leur vie à défendre la seule solution envisageable pour régler « une fois pour toute » ce conflit identitaire: la souveraineté du Québec. Fausse solution à de vrais problèmes, comme celle de l'inégalité sociale, économique et politique qui est le fruit de la domination d'une classe de parasites sur toutes les autres. Car il faut bien le constater, ce sont surtout les politiciens et les chefs d'entreprise qui ont bénéficié en tout premier lieu du nationalisme à la sauce québécoise, pas les classes ouvrières et populaires (entre 1960 et 1990, la propriété des entreprises entre les mains des francophones passe de 15% à 65%).

Pourquoi continuer à parler de la question nationale en 2004? Parce qu'à gauche, l'indépendance, assortie d'un État fort et responsable, est souvent perçue comme une condition sine qua non du progrès social. Parce que

dans les mains de la bourgeoisie, le nationalisme est un poison qui alimente la xénophobie, voire le racisme, pour créer des divisions et forger des alliances factices entre la classe dominante et le reste de la population. Le projet « historique » des classes ouvrières et populaires, ce n'est pas le nationalisme, mais le socialisme internationaliste. La réponse à l'inégalité ne viendra jamais d'un État, quel qu'il soit, mais bien d'une ré-appropriation de la richesse collective par celles et ceux qui la produisent.

Tout engagement révolutionnaire digne de ce nom trouve sa source dans une révolte contre toute forme d'injustice, d'oppression et d'exploitation. Partant de ça, il est aisé de comprendre pourquoi presque toute une génération de révolutionnaires ont donné leur appui à la lutte pour l'indépendance du Québec. Partant de la même prémisse, il est tout aussi aisé, pour qui veut bien retirer ses lunettes, de comprendre pourquoi de plus en plus de révolutionnaires, dont nous sommes, ne font plus de l'indépendance du Québec un axe central de leur stratégie.

Nous sommes certes pour la destruction complète de l'État fédéral canadien, qui n'est qu'une fiction politique, et le droit à l'autodétermination de tous les peuples qui en sont prisonniers, mais pourquoi s'arrêter là? Nous sommes également pour la destruction complète, dans un même mouvement, de tous les autres états de la région (à commencer par l'américain). Il reste encore des traces d'oppression nationale, notamment au niveau de la structure économique du Québec (pourquoi avons-nous hérité du textile et l'Ontario de l'auto?), mais il n'y a plus là de quoi fouetter un chat. Par contre, la question sociale reste entière. Or, que vaut le droit à l'autodétermination sans l'égalité économique et sociale? On nous para donnera de nous concentrer là-dessus.

Marc Aurel

Pour une histoire de l'anti-impérialisme anarchiste

«Dans cette lutte, seuls les ouvriers et
les paysans iront jusqu'au bout.»

La tradition de lutte contre l'impérialisme est ancienne parmi les anarchistes, elle remonte à l'aube du mouvement, dans les années 1860-1870, et se poursuit aujourd'hui encore. De Cuba à l'Égypte, à l'Irlande, de la Macédoine à la Corée, à l'Algérie et au Maroc, le mouvement anarchiste a payé de son sang son opposition à la domination et au contrôle colonial et impérialiste.

Des anarchistes ont participé à des luttes de libération nationale, mais ils ont toujours affirmé que la destruction de l'oppression nationale et de l'impérialisme doit inclure la destruction du capitalisme et du système étatique et mener à la création d'une communauté humaine sur des bases communistes ou collectivistes. Solidaires de toutes les luttes anti-impérialistes, les anarchistes s'efforcent d'en faire des luttes de libération sociale plutôt que nationale. Des sociétés anticapitalistes et anti-impérialistes qui se fondent sur l'internationalisme et non sur un chauvinisme étroit, où les luttes au centre des Empires sont liées étroitement aux luttes des régions colonisées ou opprimées, et où elles sont contrôlées par les ouvriers et les paysans et reflètent leurs intérêts de classe.

En d'autres termes, nous sommes solidaires des mouvements anti-impérialistes mais nous condamnons ceux qui veulent instrumentaliser ces mouvements pour propager des valeurs réactionnaires (tout comme ceux qui s'opposent à la lutte des femmes pour leurs droits au nom d'une prétendue culture) et nous nous battons contre toute tentative de capitalistes ou de petits bourgeois locaux pour s'approprier ces mouvements. Nous dénonçons la répression des mouvements anti-impérialistes par les

États, mais nous dénonçons tout autant le droit des États de décider quelles protestations et quelles luttes sont légitimes. Il n'y a pas de libération si seuls changent le langage ou la couleur de la classe dominante.

Contre le nationalisme

Voilà en quoi nous nous distinguons du courant politique qui domine les mouvements de libération nationale depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'idéologie du nationalisme.

Selon cette idéologie, la tâche essentielle de la lutte anti-impérialiste consiste à créer des États-nations indépendants: c'est par l'État que la nation en tant que telle pourra exercer sa volonté générale. Kwame N'krumah, le fer de lance de l'indépendance du Ghana, disait: «"Recherchez premièrement le royaume politique" est devenu le principal slogan du Convention People's Party, car sans l'indépendance politique, aucun de nos projets de développement social et économique ne pourrait être appliqué». (1)

Pour atteindre cet objectif, les nationalistes prétendent qu'il faut unir toutes les classes au sein de la nation opprimée contre l'opresseur impérialiste. Ils affirment que l'expérience commune de l'oppression nationale rend secondaires les différences de classes, ou encore que la notion de classe est un concept importé qui ne s'applique pas dans leur cas.

Les intérêts de classe dissimulés derrière l'idéologie nationaliste sont évidents. Historiquement, ce sont la bourgeoisie et la classe moyenne des nations opprimées qui ont inventé et propagé le nationalisme. C'est une forme d'anti-impérialisme qui souhaite



se défaire de l'impérialisme mais conserver le capitalisme, un anti-impérialisme bourgeois qui veut donner à la bourgeoisie locale une nouvelle place, la possibilité d'exploiter la classe ouvrière locale et de développer un capitalisme local.

Notre rôle d'anarchistes face aux nationalistes est donc clair: nous pouvons lutter à leurs côtés pour des réformes et des victoires partielles contre l'impérialisme, mais nous luttons contre leur idéologie étatique et capitaliste. Nous avons pour rôle de gagner le soutien des masses à notre critique de toute domination, d'éloigner les ouvriers et les paysans du nationalisme et de les gagner à notre programme anarchiste et internationaliste de classe.

Bakounine et la

Première Internationale

Le soutien aux mouvements de libération procède directement de l'opposition des anarchistes à toute structure politique hiérarchique et aux inégalités économiques, et de leur projet de confédération internationale librement constituée de communes autonomes et d'associations libres de producteurs libres. Mais l'anarchisme rejette nécessairement les solutions étatiques à l'oppression nationale.

Si on peut désigner un fondateur de l'anarchisme, c'est bien Michel Bakounine (1818-1876). Sa théorie politique prend son origine dans les mouvements de libération nationale des peuples slaves, et toute sa vie il milita pour ce qu'on appelle aujourd'hui la décolonisation. Lorsqu'il évolua du nationalisme panslave à l'anarchisme, dans les années 1860-1870, suite au désastre de l'insurrection polonaise de 1863, il continua à militer en faveur des luttes pour l'autodétermination des peuples.

Bakounine ne pensait pas que l'Europe impérialiste «*puisse maintenir dans l'asservissement*» les pays colonisés: «*L'Orient, ces huit cents millions d'hommes endormis et asservis qui constituent les deux tiers de l'humanité, sera bien forcé de se réveiller et de se mettre en mouvement*». Il proclame «*hautement ses sympathies pour toute insurrection nationale contre toute oppression*»: chaque peuple «*a le droit d'être lui-même et personne n'a celui de lui imposer son costume, ses coutumes, ses opinions et ses lois*». Pour lui, la libération doit s'accomplir «*dans l'intérêt tant politique qu'économique des masses populaires*»: si la lutte anticolonialiste se mène «*avec l'intention ambitieuse de fonder un puissant État*» ou si elle se fait «*en dehors du peuple et ne pouvant, par conséquent, triompher sans s'appuyer sur une classe privilégiée*», elle sera forcément «*un mouvement rétrograde, funeste, contre-révolutionnaire*». (2)

«*Toute révolution exclusivement politique, soit nationale et dirigée exclusivement contre la domination de*

l'étranger, soit constitutionnelle intérieure, lors même qu'elle aurait la république pour but --n'ayant point pour objet principal l'émancipation immédiate et réelle, politique et économique du peuple-- serait une révolution illusoire, mensongère, impossible, funeste, rétrograde et contre-révolutionnaire». (3) Si la libération nationale est entendue comme autre chose que le simple remplacement des oppresseurs étrangers par des oppresseurs locaux, le mouvement de libération doit donc fusionner avec le combat révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie contre le capitalisme et l'État. Sans objectifs révolutionnaires sociaux, la libération nationale ne sera qu'une révolution bourgeoise.

L'Europe de l'est

La lutte de libération nationale des ouvriers et des paysans doit être résolument antiétatique, car l'État est forcément la chasse gardée d'une classe privilégiée et le système étatique ne ferait que recréer l'oppression nationale: «*Tout État qui [...] veut être un État réel, souverain, indépendant, doit être nécessairement un État conquérant [...] obligé de tenir en sujétion par la violence beaucoup de millions d'individus d'une nation étrangère*».

Cette lutte doit aussi revêtir un caractère internationaliste, remplaçant l'obsession de la différence culturelle par l'idéal universel de la liberté humaine; elle participe de la lutte des classes internationale pour «*l'émancipation totale et définitive du prolétariat de l'exploitation économique et du joug de l'État*» et des classes qu'il représente. «*La révolution sociale [...] par nature est internationale*» et les peuples «*qui aspirent à leur liberté doivent, au nom de celle-ci, lier leurs aspirations et l'organisation de leurs forces nationales aux aspirations et à l'organisation des forces nationales de tous les autres pays*». La voie «*exclusivement étatique*» est «*fatale pour les masses populaires*», alors que l'Association internationale des travailleurs «*libère chacun de nous de la patrie et de l'État [...] Le temps viendra où, sur les ruines des États politiques*

sera fondée en toute liberté l'alliance libre et fraternelle, organisée de bas en haut, des associations libres de production, des communes et des fédérations régionales englobant sans distinction, parce que librement, les individus de toute langue et de toute nationalité». (4)

Ces idées ont été mises en pratique en Europe de l'est depuis les années 1870: on rappellera le rôle actif joué par les anarchistes dans les soulèvements de Bosnie-Herzégovine de 1873, contre l'impérialisme austro-hongrois, ou dans le Mouvement national-révolutionnaire de Macédoine contre l'empire ottoman. Dans cette région-là, des dizaines de personnes payèrent leur militantisme de leur vie, en particulier lors de la grande révolte de 1903.

Quinze ans plus tard, la tradition anti-impérialiste anarchiste reprenait en Ukraine, où le mouvement makhnoviste organisa une révolte paysanne gigantesque qui eut pour résultat de faire respecter les armées rouges et blanches qui voulaient envahir le pays, tout en redistribuant les terres, en établissant dans certaines régions l'autogestion ouvrière et paysanne et en créant une armée révolutionnaire insurrectionnelle contrôlée par les paysans et les ouvriers. (5)

Égypte et Algérie

Dans les années 1870, des anarchistes italiens commencèrent à organiser des groupes en Égypte et y publièrent des journaux; un groupe anarchiste égyptien était représenté au congrès de 1877 de l'AIT antiautoritaire. Errico Malatesta représentait une Fédération égyptienne (avec des groupes à Constantinople et à Alexandrie) au Congrès socialiste révolutionnaire international de 1881 à Londres. Malatesta, qui vécut en exil en Égypte, y prit part à la révolte d'Arabi Pacha de 1882, suscitée par la mainmise sur les finances égyptienne par une commission franco-anglaise représentant les créanciers internationaux du pays. Il voulait y poursuivre un projet révolutionnaire lié à la révolte des indigènes et lutta avec les Égyptiens

tiens contre les colonialistes britanniques. (6)

En Algérie, le mouvement anarchiste commença à prendre pied au début du XXe siècle, avec la constitution d'une section de la Confédération générale du travail. Mais c'est surtout dans les années 1930 que la CGT-SR (syndicaliste révolutionnaire) s'opposa activement, tant en France qu'en Algérie, au colonialisme français. Lors du centenaire de l'occupation française en Algérie, en 1930, une déclaration commune de l'Union anarchiste, de la CGT-SR et de l'Association des fédéralistes anarchistes dénonçait *«le colonialisme assassin, la mascarade sanglante»* : *«La civilisation? Progrès? Nous disons, nous: assassinat!»* (7)

Saïl Mohamed (1894-1953), un algérien militant dans le mouvement anarchiste depuis sa jeunesse, fut un membre actif de la section algérienne de la CGT-SR ainsi que de l'Union anarchiste et du Groupe anarchiste des indigènes algériens, dont il fut un des fondateurs. En 1929, il était secrétaire du Comité de défense des Algériens contre les provocations du Centenaire. Il rédigeait l'édition nord-africaine du périodique de l'Alliance libre des anarchistes du Midi, *Terre Libre*, et écrivait régulièrement sur la question algérienne dans la presse anarchiste. (8)

Maroc, Espagne

Avant la Première Guerre mondiale, l'opposition à l'impérialisme était au cœur des campagnes antimilitaristes anarchistes en Europe, qui soulignaient que les guerres coloniales ne servaient pas les intérêts des travailleurs, mais bien les objectifs du capitalisme.

La CGT française dénonçait par exemple dans sa presse le rôle des colons capitalistes français en Afrique du Nord. Le premier numéro de la *Bataille Syndicaliste*, publié le 27 avril 1911, citait le «Syndicat marocain», ces «hommes de l'ombre» qui dictaient

leur loi aux ministres et aux diplomates et attendaient qu'une guerre gonfle la demande d'armes, de terres et de chemins de fer et permette d'introduire une taxe sur les indigènes. (9)

En Espagne, la «Semaine tragique» débuta le lundi 26 juillet 1909 lorsque le syndicat Solidaridad Obrera, dirigé par un comité composé d'anarchistes et de socialistes, appela à la grève générale contre le rappel de réservistes, ouvriers pour la plupart, pour la guerre coloniale au Maroc. Le mardi, les ouvriers contrôlaient Barcelone, la «fière rose de l'anarchisme», les convois militaires étaient stoppés, les trams renversés, les communications coupées, les rues coupées par des barricades. Le jeudi, les combats éclataient contre les forces gouvernementales et plus de 150 ouvriers furent tués lors de combats de rue.

Les réservistes étaient rendus



amers par les campagnes coloniales désastreuses qui s'étaient déroulées peu avant aux Philippines et à Porto Rico. Mais la Semaine tragique doit être comprise comme une insurrection anti-impérialiste qui se situe dans la longue tradition de l'anti-impérialisme anarchiste en Espagne. Le *«refus des réservistes catalans de servir dans une guerre contre les montagnards du Rif marocain»*, *«un des événements les plus importants»* des temps modernes, reflète le sentiment général que la guerre était menée dans le seul intérêt des propriétaires des mines du Rif et que la conscription était *«un acte délibéré de guerre de classe et d'ex*

ploitation par la puissance centrale».

En 1911, la naissance de la Confederación Nacional del Trabajo (CNT, qui succédait à Solidaridad Obrera) fut marquée par une grève générale le 16 septembre, en soutien avec les grévistes de Bilbao, et l'opposition à la guerre au Maroc. En 1922, après une bataille désastreuse en août contre les troupes d'Abd el-Krim, lors de laquelle au moins 10 000 soldats espagnols tombèrent, *«le peuple espagnol laissa exploser son indignation, exigeant non seulement la fin la guerre, mais aussi le jugement sévère des responsables du massacre et des politiciens favorables aux opérations en Afrique»*. Leur colère prit la forme d'émeutes et de grèves dans les régions industrielles. (10)

Cuba

Au cours de la guerre coloniale à Cuba (1895-1904), les anarchistes cubains et leurs syndicats entrèrent dans les forces armées séparatistes et firent de la propagande auprès des troupes espagnoles. Pour leur part, les anarchistes espagnols faisaient campagne contre la guerre à Cuba auprès des paysans, des ouvriers et des soldats en Espagne. Tous les anarchistes espagnols désapprouvaient la guerre et appelèrent les ouvriers à désobéir aux autorités mili-

itaires et à refuser d'aller se battre à Cuba; les mutineries parmi les recrues furent nombreuses. Les anarchistes cherchèrent aussi, dans leur opposition au nationalisme bourgeois, à donner un caractère de révolution sociale à la révolte coloniale. Lors de son congrès de 1892, l'Alliance ouvrière cubaine recommanda aux ouvriers cubains de rejoindre les rangs du socialisme révolutionnaire, et de prendre le chemin de l'indépendance: *«il serait absurde que ceux qui aspirent à la liberté individuelle s'opposent à la liberté collective du peuple, même si la liberté à laquelle ce peuple aspire est la liberté relative qui consiste à s'é*

manciper de la tutelle d'un autre peu - ple». (11)

Lorsque l'anarchiste Michele Angiolillo assassina le président espagnol Canovas en 1897, il déclara avoir agi tant pour venger la répression contre les anarchistes en Espagne que pour répliquer aux atrocités commises par l'Espagne dans les guerres coloniales.

Le mouvement ouvrier cubain, où les anarchistes tenaient les devants, ne se borna pas à s'opposer à la domination coloniale mais il joua un rôle important pour surmonter les divisions entre Cubains noirs, blancs, et ouvriers immigrés. Les anarchistes cubains «réussirent à incorporer au mouvement ouvrier un grand nombre de gens de couleur, et à mêler Cubains et Espagnols faisant ainsi avancer la conscience de classe et contribuant à éradiquer les clivages de races ou d'ethnies parmi les ouvriers».

L'Alliance ouvrière parvint à «éroder les barrières raciales comme aucun syndicat ne l'avait fait auparavant», à mobiliser «toutes les masses populaires dans le soutien aux grèves et aux manifestations».

Non seulement les Noirs furent nombreux à entrer dans l'organisation, mais celle-ci lutta aussi contre les discriminations raciales au travail. La première grève, en 1889, réclamait par exemple que «les personnes de couleur puissent travailler ici». Cette revendication réapparut les années suivantes, de même que celle réclamant que Noirs et Blancs aient le droit «d'être assis dans les mêmes cafés», exprimée lors de la manifestation du Premier Mai 1890 à la Havane.

Le journal anarchiste *El Productor*, fondé en 1887, dénonçait «la discrimi-

nation exercée contre les Afro-Cubains par les employeurs, les commerçants et toute l'administration». Par leurs campagnes et les grèves, les ouvriers anarchistes cubains parvinrent à éliminer «la plupart des méthodes disciplinaires héritées de l'esclavage», comme «la discrimination raciale contre les non Blancs et le châtimement corporel des apprentis». (12)

Mexique, Nicaragua

Au Mexique, les soulèvements paysans indiens comme la révolte de Chavez Lopez en 1869 et celle de Francisco Zalacosta dans la décennie suivante furent d'inspiration anarchiste. Par la suite, les anarchistes s'exprimèrent dans diverses organisations, le Parti libéral mexicain des frères Magón, la Casa del Obrero Mundial syndicaliste révolutionnaire, la section mexicaine des Industrial Workers of the World (IWW). L'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire mexicains ne cessèrent de résister à la domination politique et économique des États-Unis et de s'opposer à toute discrimination raciale à l'égard des ouvriers mexicains d'entreprises étrangères, comme aux États-



Ricardo Flores Magon

Unis. (13)

Depuis 1910, les IWW se concentrèrent sur des luttes matérielles qu'ils combinaient avec la perspective du contrôle ouvrier; les travailleurs furent nombreux à les suivre, abandonnant l'idée d'une révolution nationale réclamant la reprise par la nation du contrôle étranger sur les ressources naturelles, la production et les infrastructures.

Au Nicaragua, Augustino Cesar Sandino (1895-1934), leader de la guérilla nicaraguayenne contre l'occupation états-unienne de 1927 à 33, reste un mythe national. Le drapeau

noir et rouge de l'armée de Sandino «avait une origine anarcho-syndicaliste, car il avait été introduit au Mexique par des immigrants espagnols».

La politique éclectique de Sandino était teintée d'anarcho-communisme, «assimilé au Mexique au cours de la révolution mexicaine» où il fit ses classes en syndicalisme révolutionnaire. (14)

Malgré ses faiblesses, le mouvement sandiniste fut de plus en plus marqué à gauche, au fur et à mesure que Sandino réalisait que «seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout du combat». Des coopératives paysannes furent organisées dans les territoires libérés. Les forces américaines durent se retirer en 1933, et les soldats révolutionnaires furent peu à peu démobilisés. Sandino fut assassiné en 1934 et les collectivités détruites sur ordre du général Somoza, le nouveau chef de gouvernement pro-américain.

Libye, Erythrée

Dans les années 1880 et 1890, «anarchistes et ex-anarchistes furent parmi les opposants les plus déclarés contre les aventures militaires de l'Italie en Erythrée et en Abyssinie». Le mouvement anarchiste italien poursuivit cette lutte avec de grandes campagnes antimilitaristes au début du XXe siècle, qui culminèrent lors de l'invasion italienne en Libye le 19 septembre 1911.

Augusto Masetti, un soldat anarchiste qui tira sur un colonel s'adressant à ses troupes en partance pour la Libye, en criant: «A bas la guerre, vive l'anarchie!», devint le symbole de ces campagnes. Le journal *L'Agitatore* publia un numéro spécial en sa faveur, qui proclamait: «La révolte anarchiste éclate dans la violence de la guerre». Cela provoqua des arrestations en masse. Dans leur majorité, les députés socialistes votèrent en faveur de l'annexion, tandis que les anarchistes organisaient des manifestations contre la guerre et une grève générale partielle, et essayaient de bloquer les trains emmenant les soldats des Marches et de Ligurie vers les ports.

La campagne eut un énorme écho auprès des paysans et des ouvriers et en 1914, la coalition antimilitariste, dirigée par les anarchistes mais ouverte à tous les révolutionnaires, comptait 20 000 membres et travaillait en étroite collaboration avec la Jeunesse socialiste.

Lorsque le Premier ministre Antonio Salandra envoya ses troupes réprimer les manifestations largement anarchistes contre le militarisme, contre les bataillons punitifs et pour la libération de Masetti, le 7 juin 1914, cette mesure marqua le déclenchement de la Semaine Rouge de 1914, un soulèvement de masse qui suivait la grève générale lancée par l'Unione sindacale italiana (USI) anarcho-syndicaliste. Ancona fut tenue pendant dix jours par les rebelles, des barricades furent érigées dans toutes les grandes villes, de petites villes des Marches déclarèrent leur autonomie, et partout où passait la révolte «*les drapeaux rouges étaient levés, les églises attaquées, les voies de chemin de fer arrachées, les villas mises à sac, les impôts abolis et les prix abaissés*». Le mouvement s'éteignit quand les syndicats socialistes appelèrent à la fin de la grève, mais il fallut dix mille hommes de troupe pour reprendre le contrôle d'Ancona. Après l'entrée en guerre de l'Italie, en mai 1915, l'USI et les groupes anarchistes continuèrent de s'opposer à la guerre et à l'impérialisme; en 1920, ils lancèrent une vaste campagne contre l'invasion de l'Albanie par l'Italie et l'intervention impérialiste contre la Révolution russe. (15)

L'Irlande et James Connolly

En Irlande, pour prendre un autre exemple, les syndicalistes révolutionnaires James Connolly et Jim Larkin s'efforcèrent dans les années 1910 de réunifier les travailleurs par delà les divisions religieuses sectaires et de transformer le grand syndicat qu'ils dirigeaient, Irish Transport and General Workers' Union, en une organisation syndicaliste révolutionnaire, One Big Union. (16) Selon eux, le socialisme serait amené par la grève générale révolutionnaire: «*Ceux qui*

mettent en place des organisations syndicales pour répondre aux besoins actuels préparent en même temps la société de l'avenir [...] le principe du contrôle démocratique fonctionnera grâce aux ouvriers organisés dans des fédérations d'industrie et l'État politique et territorial du capitalisme n'aura plus ni place ni fonction». (17)

Connolly, en anti-impérialiste cohérent, s'opposait à la ligne nationaliste selon laquelle «*les travailleurs doivent attendre*» et l'Irlande indépendante être capitaliste. Quelle différence, écrivait-il, si les chômeurs étaient réunis au son de l'hymne national irlandais, que les huissiers portent un uniforme vert frappé de la harpe celtique au lieu de la couronne d'Angleterre, et que les mandats d'arrêt soient aux armes de la République d'Irlande? En fait, «*la question irlandaise est une question sociale, et toute la longue lutte des Irlandais contre leurs oppresseurs se résout en dernière analyse en une lutte pour la maîtrise des moyens de production et de vie en Irlande*». (18)

Connolly ne se fiait pas aux capacités de la bourgeoisie nationale de lutter vraiment contre l'impérialisme, car il la considérait comme un bloc sentimental, lâche et anti-ouvrier, et il s'opposait à toute alliance avec la classe moyenne naguère radicale qui «*s'est agenouillée devant Baal et que des milliers de liens économiques lient au capitalisme anglais, tandis que seuls des liens sentimentaux ou historiques en font des patriotes irlandais*», de sorte que «*seule la classe ouvrière irlandaise est l'héritière incorruptible des luttes pour la liberté en Irlande*». Connolly fut exécuté en 1916, après avoir tenté un soulèvement qui échoua mais qui fut le véritable déclencheur de la guerre d'indépendance de l'Irlande de 1919-1922, une des premières sécessions de l'Empire britannique à

avoir réussi.

Une révolution anarchiste en Corée

Un dernier exemple. En Asie orientale, le mouvement anarchiste apparaît au début du XXe siècle et exerce une certaine influence en Chine, au Japon et en Corée. Lorsque le Japon annexe la Corée en 1910, des oppositions se

font jour dans les deux pays et jusqu'en Chine. L'exécution de Kotoku Shusui et de ses compagnons au Japon, en juillet 1910, fut notamment justifiée par la campagne qu'ils menaient contre l'expansionnisme japonais. (19)

Pour les anarchistes coréens, la lutte contre le colonialisme a été une activité centrale: ils jouèrent un rôle clef

dans le soulèvement de 1919 contre l'occupation japonaise, et formèrent en 1924 la Fédération anarchiste coréenne dont le Manifeste déclarait que «*la politique de brigand du Japon met en danger l'existence de notre nation, et c'est notre droit le plus strict de renverser le Japon impérialiste par des moyens révolutionnaires*».

Selon le Manifeste, la question ne se résoudrait pas par la création d'un État national souverain, mais seulement par une révolution sociale des paysans et des pauvres, tant contre le gouvernement colonial que contre la bourgeoisie locale.

La Fédération anarchiste coréenne donna aussi une dimension internationale à la lutte, en créant en 1928 une Fédération anarchiste d'Orient s'étendant à l'Asie, au Japon, à Taiwan, au Vietnam et à d'autres pays. Elle appelait «*le prolétariat du monde entier*», en particulier celui des colonies d'Asie, à s'unir contre «*l'impérialisme capitaliste international*». En Corée même, les anarchistes s'organisèrent dans la clandestinité pour mener une lutte de guérilla,



James Connolly

des activités de propagande et d'organisation syndicale.

En 1929, les anarchistes coréens formèrent une zone libérée armée en Mandchourie, où deux millions de paysans et de guérilleros vivaient en coopératives paysannes librement associées. La Korean People's Association in Manchuria résista pendant plusieurs années aux attaques des forces armées japonaises et des staliniens coréens soutenus par l'Union soviétique, avant d'être réduite à la clandestinité. Mais la résistance se poursuivit malgré l'intensification de la répression, et plusieurs opérations armées furent organisées après l'invasion de la Chine par le Japon en 1937.

L'abolition de l'impérialisme

Les anarchistes ne peuvent pas rester «neutres» dans les luttes anti-impérialistes. Qu'il s'agisse des luttes contre l'endettement du tiers monde, contre l'occupation israélienne en Palestine, de l'opposition aux interventions militaires américaines au Moyen Orient, nous ne sommes pas neutres, nous ne pouvons pas être neutres si nous sommes contre l'impérialisme.

Mais nous ne sommes pas nationalistes. Nous reconnaissons que l'impérialisme tire son origine du capitalisme, et que remplacer des élites étrangères par des élites locales ne servira en rien les intérêts de la classe ouvrière et paysanne.

La création de nouveaux États-nations revient à créer de nouveaux États capitalistes au service des élites locales, aux dépens de la classe ouvrière et paysanne. La plupart des mouvements nationalistes qui ont «réussi» se sont tournés contre les ouvriers; une fois qu'ils ont accédé au pouvoir, ils ont réprimé violemment la gauche et les syndicats. En d'autres termes, l'oppression se poursuit sous d'autres formes à l'intérieur du pays.

Et cela ne détruit pas l'impérialisme. Les États indépendants font partie du système international des États et du système capitaliste international, où ce sont les États impérialistes qui ont le pouvoir d'imposer les règles du jeu. En d'autres termes, l'oppression extérieure se poursuit sous d'autres

formes.

Cela signifie que tous les États -- et les capitalistes qui les contrôlent -- sont bien incapables de remettre en question sérieusement le contrôle impérialiste, qu'ils cherchent plutôt à faire progresser leurs intérêts dans le cadre général de l'impérialisme. Les nouveaux États conservent des liens économiques étroits avec les pays occidentaux du Centre, tout en utilisant leur pouvoir d'État pour construire une force à eux, dans l'espoir d'accéder eux-mêmes au statut d'États impérialistes. La manière la plus efficace pour la classe dominante locale de développer le capitalisme local, c'est de briser les mouvements des ouvriers et des petits paysans pour pouvoir vendre bon marché les matières premières et des produits manufacturés sur le marché mondial.

Ce n'est évidemment pas une solution. Il faut abolir l'impérialisme pour créer les conditions de l'autogestion de tous les gens dans le monde entier. Mais cela exige la destruction du système capitaliste et du système étatique. En même temps, notre lutte est une lutte contre les classes dirigeantes du tiers monde: l'oppression locale n'est pas non plus une solution. Les élites indigènes sont nos ennemis tant au sein des mouvements de libération nationale qu'après la formation de nouveaux États-nations. Seule la classe ouvrière et paysanne peut détruire l'impérialisme et le capitalisme, et remplacer la domination par les élites locales et étrangères par l'autogestion, l'égalité économique et sociale.

Voilà pourquoi nous sommes favorables à l'autonomie de la classe ouvrière, à l'unité et à la solidarité internationales, entre les pays et les continents, et pour la création d'un système international anarcho-communiste par l'activité autonome de tous les ouvriers et paysans. Comme le disait Sandino, «dans cette lutte, seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout.»

Lucien van der Walt

(Traduit de l'anglais par Marianne Enckel du CIRA pour la revue *Refractions*.)

Notes de Van der Walt

- 1) N'krumah, Kwame, L'Afrique doit s'unir, Paris 1964.
- 2) Cité par Daniel Guérin, L'Anarchisme, Paris, 1965, p. 81-82.
- 3) Michel Bakounine [1866], «Points essentiels des catéchismes nationaux», in Guérin, D., éd., Ni Dieu ni maître, Paris 1969 p. 202.
- 4) M. Bakounine [1873], Étatisme et anarchie, Leiden 1967, p. 235, 240, 242, 274.
- 5) Voir Alexandre Skirda, Nestor Makhno, le cosaque libertaire, Paris 1999.
- 6) G. W. Oodcock, Anarchism: a History of Libertarian Ideas and Movements. Penguin 1975, pp. 236-8. H. Oliver, The International Anarchist Movement in Late Victorian London, London 1983, p. 15. V. Richards, Malatesta: Life and Ideas, London, p. 229. P. Marshall, Demanding the Impossible: a history of anarchism, Fontana 1994, p. 347. D. Poole, "Appendix: About Malatesta", in E. Malatesta, Fra Contadini: a Dialogue on Anarchy, London, 1981, p. 42
- 7) Saïl Mohamed, Appel aux travailleurs algériens (textes réunis et présentés par Sylvain Boulouque), Volonté anarchiste, 1994.
- 8) Sylvain Boulouque, «Saïl Mohamed, ou la vie et la révolte d'un anarchiste algérien», in Mohamed, op cit.
- 9) F. D., «Le Syndicat Marocain,» in La Bataille Syndicaliste, n° 1, 27 avril 1911.
- 10) R. Kedward, Les Anarchistes, Lausanne 1970. P. Trewhela, «George Padmore: a critique», in Searchlight South Africa, vol 1, n° 1, 1988, p. 50. M. Bookchin, 1977, The Spanish Anarchists: the heroic years 1868-1936, New York, London, 1977, p. 163. A. Paz, Un anarchiste espagnol, Durruti, Paris 1993 p. 46.
- 11) Frank Fernandez, El Anarquismo en Cuba, Madrid 2000, p. 36.
- 12) J. Casanovas, Labour and Colonialism in Cuba in the Second Half of the Nineteenth Century, Ph.D. thesis, State University of New York 1994; et «Slavery, the Labour Movement and Spanish Colonialism in Cuba, 1850-1890», International Review of Social History, 40, 1995, pp. 381-2.
- 13) Voir N. Caufield, "W obblies and Mexican Workers in Petroleum, 1905-1924", International Review of Social History, 40, 1995, p. 52, et du même, "Syndicalism and the Trade Union Culture of Mexico" (paper presented at Syndicalism: Swedish and International Historical Experiences, Stockholm University: March 13-14, 1998); J. Hart, Anarchism and the Mexican Working Class, 1860-1931, Texas University Press 1978.
- 14) D.C. Hodges, The Intellectual Foundations of the Nicaraguan Revolution, cited in The Anarchist FAQ, <http://flag.blackened.net/i>. Navarro-Genie, Sin Sandino No Hay Sandinismo: lo que Bendana pretende (ms: n.d.). A. Bendana, A Sandinista Commemoration of the Sandino Centennial (speech given on the 61 anniversary of the death of General Sandino, Managua, 1995).
- 15) Carl Levy, "Italian Anarchism, 1870-1926", in D. Goodway (ed), For Anarchism: history, theory and practice, London 1989, p. 56. G. Williams, A Proletarian Order: Antonio Gramsci, factory councils and the origins of Italian communism 1911-21, London 1975, pp. 36-7
- 16) Sur Connolly et Larkin, voir E. O'Connor, Syndicalism in Ireland, 1917-23, Cork University Press, 1988. Sans entrer dans un débat sur Connolly, je signalerai juste que les tentatives récurrentes de faire de lui un stalinien, un trotskiste ou autre marxiste, ou encore un nationaliste irlandais pro-catholique, ne tiennent pas au regard des positions propres de Connolly sur le syndicalisme révolutionnaire après 1904: voir notamment les textes réunis par O. B. Edwards et B. Ransom, James Connolly: selected political writings, London 1973
- 17) J. Connolly [1909], «Socialism Made Easy», Edwards et Ransom, op cit., pp. 271, 274, 262.
- 18) J. Connolly, Labour in Irish History (Corpus of Electronic Texts: University College, Cork, Ireland [1903-1910]), p. 183, 25.
- 19) Ha Ki-Rak, A History of Korean Anarchist Movement, Daegu (Korea) 1986.

Retour vers le passé

Portrait de l'extrême droite au Québec

Faire le portrait de l'extrême droite québécoise n'est pas une tâche facile. Souvent marginale et peu médiatisée, on ne voit qu'une infime partie de ses activités, tant son expression publique reste limitée. Contrairement à la situation prévalant dans bon nombre de pays occidentaux, l'extrême droite québécoise a peu de relais officiels clairement identifiables dans les institutions politiques, culturelles et économiques. Finalement, ce courant se décompose en une myriade de chapelles et de groupuscules souvent opposés les uns aux autres sur des points de détails.

Nous tenterons de mettre à jour ces différences en subdivisant l'extrême droite en deux courants de fond (national-catholique et national-révolutionnaire), que nous traiterons successivement. Bien entendu, des individus et des groupes servent de passerelles entre les différentes mouvances. Nous évoquerons leur importance en temps et lieux.

Les ultra-nationalistes catholiques

Liés de près aux éléments les plus réactionnaires de l'église catholique, ce courant est présent depuis très longtemps au Québec. Ses principaux porte-parole ont en commun un rejet de la modernité et de ses valeurs. Leur nostalgie du Canada Français d'avant la « Révolution tranquille » les amène à combattre pour un monde ordonné par l'autorité divine, où chacun retrouverait sa place d'antan. Foncièrement patriarcal, homophobe et inégalitaire, le courant national-catholique a perdu beaucoup de plumes au cours des dernières années. Constatant le cul-de-sac dans lequel ils s'embourbent, plusieurs groupes décident à l'automne 2001 de mettre sur pied un nouveau parti politique : le **Parti Démocratie Chrétienne du Québec**. Ses membres viennent des rangs du **Centre d'information nationale Robert-Rumilly** (CINRR), de la **Campagne Québec-Vie** et de la **Société des missionnaires laïcs** (SML). Avant de parler de ce parti politique provincial,

présentons brièvement quelques-uns de ses membres fondateurs.

Le Centre d'information nationale

Robert-Rumilly

Créé en 1990, le CINRR regroupe les éléments les plus militants des fascistes catholiques. Son nom rappelle la mémoire de Robert Rumilly, un historien ultra-nationaliste d'origine française arrivé au Québec dans les années 1930 (1). Le programme du CINRR place clairement ce groupe à l'extrême droite de l'échiquier politique : « *L'État a la mission spirituelle de défendre et de promouvoir les caractères chrétiens, occidentaux et français de la nation et aussi de lutter contre le mondialisme qui, sous couvert d'antiracisme, de pacifisme et de tolérance, vise l'uniformisation planétaire, la mort des nations et la fin de la mission spirituelle de l'Occident* » (2). Plusieurs de ses membres (dont le chanoine Achille Larouche, le père spirituel du CINRR) ont notamment participé à diverses campagnes contre la laïcisation du système éducatif à travers le Regroupement provincial des parents catholiques et le Regroupement scolaire confessionnel. Revendiquant plus de 500 membres à travers le Québec (un chiffre sans doute exagéré), le CINRR s'est dissout à l'intérieur du Parti Démocratie Chrétienne à sa création. Ses principaux dirigeants forment maintenant



L'ABBE
GROULX

l'ossature de cette formation politique.

La Campagne Québec-Vie

Certains membres du CINRR, tel le diplomate à la retraite Gilles Grondin (3), se sont investis dans la lutte contre l'avortement à travers la Campagne Québec-Vie (CQV). Après 13 ans à la tête de ce lobby anti-choix, Grondin a cédé sa place en mars 2002 à un étudiant en médecine de l'Université Laval domicilié à Brossard, Luc Gagnon. Dès son arrivée à la tête de CQV, Gagnon s'est fixé comme objectif d'intensifier le lobbying en direction des députés provinciaux et fédéraux pour les amener à s'impliquer dans la cause qu'il défend (notamment par une participation au caucus pro-vie déjà existant à Ottawa).

Tout comme le Parti Démocratie Chrétienne, CQV entretient d'étroites relations avec Ghislain Lebel, élu en 1993 dans le comté de Chambly sous la bannière du Bloc Québécois (4).

Connu pour ses positions pour le moins « conservatrices » (lire racistes, homophobes et patriarcales), Lebel a notamment appuyé la démarche entreprise en 2001 par Mathieu Bock-Côté et Guillaume Ducharme au sein de la Commission Jeunesse du Bloc Québécois visant à réhabiliter le nationalisme ethnique. Luc Gagnon, dans un article publié dans le bulletin de CQV, appui également le *Manifeste de la pensée nationale* rédigé par Ducharme et Bock-Côté: « *les jeunes bloquistes veulent ancrer leur combat dans le terreau de leur ancêtres et dans la mémoire nationale (...) Cet enracinement dans le pays réel québécois est développé dans Le Manifeste de la pensée nationale où les jeunes bloquistes ne craignent pas de se réclamer de Lionel Groulx, en amont de Charles Maurras et de Maurice Barrès et en aval de Yves Michaud et de Serge Cantin. Ils assument l'intégrité de l'héritage national canadien-français contre ceux qui voudraient faire de nous, les jeunes Canadiens français, des orphelins* ». Pour Luc Gagnon, tout comme pour le reste de l'extrême droite catholique, la survie de la nation passe par l'arrêt de l'immigration et l'interdiction de l'avortement: « *À l'heure où le Québec demande à Ottawa 35 000 immigrants alors qu'il avorte 35 000 enfants par année, on ne peut qu'être songeur quand à l'avenir de ce petit peuple français d'Amérique* ».

L'autre objectif de Gagnon est d'influencer l'opinion publique pour contrer la progression de ce qu'il appelle la « culture de la mort » (avortement, homosexualité, idées de gauche, etc.) au sein de la société québécoise. Pour y arriver, il tente de briser l'étau de son courant, quitte à regrouper des libéraux et d'autres catholiques épris de tradition. Le résultat de ces efforts a été le lancement en novembre 2003 d'une nouvelle revue de « résistance conservatrice », *Égards*. Cette publication réunit quelques pamphlétaires et essayistes autour d'un projet commun : donner une voie aux intellectuels réactionnaires pour hâter le retour d'un « lumineux moyen-âge » au Canada français. On retrouve dans les pages d'*Égards* le romancier

Maurice G. Dantec, bien connu pour ses sympathies fascistes, aux côtés de Jean-Luc Migué, un économiste ultralibéral proche du Fraser Institute, et de Gary Caldwell, un « éminent » sociologue qui s'est présenté aux élections fédérales de 2004 sous la bannière du Parti Conservateur.

La Société catholique des missionnaires laïcs

Les débuts de la Société catholique des missionnaires laïcs remontent aux années '70. Le groupe a été fondé par un ex-éducateur, membre de l'Ordre franciscain séculier, le frère Jean Dominique Talbot. Il s'installe sur l'île d'Orléans à la maison mère de l'Association des chevaliers de Saint-François d'Assise. Talbot y forme de jeunes catholiques et les dirige vers la prêtrise et l'évangélisation. En 1995, l'Association déménage ses pénates à Sainte-Anne-de-La-Pocatière et devient en 1998 la Société catholique des missionnaires laïcs (SCML). Depuis plus de 10 ans, la SCML produit une tonne de propagande violemment homophobe et sexiste où la restauration de la primauté de Dieu sur la société est sans cesse invoquée. Talbot a fait des émules. L'un d'eux, Martin Aubut, dirige une maison de production audiovisuelle (Sans Détour) en plus d'être l'auteur d'un livre au titre apocalyptique qui carbure à la théorie du complot. Dans *Dénonciation troubles et inédites*, Aubut révèle « les manoeuvres maçonniques déployées pour détruire la chrétienté en France et au Québec par, entre autres, la laïcisation de l'enseignement, le rock'n'roll, le contrôle financier du nouvel ordre mondial et la diffusion du poison spirituel du Nouvel Âge ». Le livre de Martin Aubut figure dans la liste d'ouvrages recommandés par Campagne Québec-Vie. Aubut est également le directeur de la revue de la SCML, *Un phare dans la nuit*, laquelle vise un public jeune et fran-

cophone un peu partout à travers le monde.

Le Parti Démocratie Chrétienne du Québec

C'est suite à un colloque organisé par la Société catholique des missionnaires laïcs que des militants nationalistes catholiques décident de fonder une nouvelle formation politique, en mesure de mobiliser les partisans de l'ordre et de la tradition. C'est ainsi que va naître le Parti démocratie chrétienne du Québec (PDCQ), dirigé par un membre influent du CINRR, Gilles Noël. Professeur de physique au CEGEP du Vieux-Montréal, Noël a une certaine expérience politique. En 1998, il se présente comme candidat indépendant dans la circonscription de Verdun. Lors des élections provinciales d'avril 2003, le PDCQ va présenter 25 candidatures et recueillir 3226 voix, une moyenne de 129 par candidat. Ce maigre résultat (aucune candidature ne franchit la barre des 1%) s'explique entre autre par le refus de la hiérarchie catholique d'appuyer

le nouveau parti, mais aussi par l'absence de candidat vedette. Deux noms se dégagent tout de même du lot : Paul Biron et Gérard Gauthier. Biron est sans doute le plus connu des deux. Membre fondateur du Mouvement de libération nationale du Québec, militant pro-vie notoire, Biron est le frère du politicien nationaliste Rorigue Biron. Quand à Gauthier, il a milité aux côtés d'Adrien Arcand



Gilles Noël, Ing.
Chef du Parti DCQ

dans le Parti de l'unité nationale du Canada (PUNC) (5) avant de rejoindre le Centre d'information nationale créé par Robert Rumilly au cours des années '50. Tout deux comptent parmi les vieux débris du fascisme *made in Québec* pour qui le PDCQ sert d'ultime caisse de résonance. Le principal cheval de bataille du Parti démocratie chrétienne est la défense inconditionnelle du caractère catholique de la nation canadienne-française. Ses modèles sont ceux du passé : le culte

voué à Lionel Groulx et l'admiration pour l'Ordre de Jacques-Cartier (6) font du PDCQ une créature archaïque, condamnée à mourir avec les restes de la société traditionnelle.

Une nouvelle génération?

Malgré ce que l'on pourrait croire, le courant national-catholique suscite de nouvelles vocations. Ici et là, des groupuscules apparaissent. C'est notamment le cas des **Penseurs patriotes** (Saint-Jérôme), du **Front nationaliste chrétien** (Rock Forrest), de **Long-Sault** (Lévis) et de la **Librairie Saint-Louis** (Montréal).

Les Penseurs Patriotes sont un petit groupe de jeunes catholiques ultra-nationalistes des Laurentides, issus des rangs de l'Armée de Marie (7). Leur projet politique s'articule autour des thèmes suivants : « *un Québec souverain, Français de langue et Chrétien catholique. Nous nous opposons à toutes les formes d'idéologies communiste, marxiste et franc-maçonniques (...), à toute séparation de l'église et de l'État* ». Les Penseurs Patriotes réclament également un moratoire sur l'immigration. Au cours de l'année 2002, l'organisation a créé des liens avec un autre groupe ultra-nationaliste fascisant, les **Jeunes Patriotes du Québec**. Cette alliance semble avoir été de courte durée, les Jeunes Patriotes étant rapidement amalgamés au MLNQ (nous y reviendrons). Le « président » des Penseurs patriotes, Michel du Cap, annonce en décembre 2003 que le groupe se sépare pour fonder une « communauté de réflexion » au nom évocateur : La Phalange (8). Michel Du Cap poursuit son implication au sein de l'exécutif du Parti Québécois dans le comité de Prévost, à titre de représentant des jeunes.

« Dieu, famille, patrie » : tel est le leitmotiv du Front nationaliste chrétien, un groupe d'extrême droite des cantons de l'est. Leur plate-forme politique est un mélange de mesures populistes et de politiques réactionnaires. La survie de la nation et des valeurs traditionnelles est au cœur de leur projet de société. Plus articulés que les Penseurs patriotes, le FNC n'est pour-

tant pas à une contradiction près. Se présentant comme « antiracistes » et « anti-sexistes », ses membres réclament pourtant à grand cri un moratoire sur l'immigration et le retour des femmes au foyer, leur place naturelle! Le FNC a une proximité idéologique avec d'autres éléments du réseau national-catholique, notamment en France avec la **Garde Franque**, une organisation de jeunes catholiques intégristes proche du Front National. On retrouve d'autres représentants de cette mouvance au Québec, dont le bulletin Long-Sault et la Librairie Saint-Louis. Ces deux petits groupes suivent le sillon tracé par les intégristes de la Fraternité Saint-Pie-X, une congrégation catholique qui a rompu avec le Vatican il y a une trentaine d'années parce qu'elle trouvait l'église officielle trop « moderne » et « marxiste ». Long-Sault est publié à Lévis, l'un des chef-lieu de la Fraternité au Québec, par un jeune dévot anti-communiste, Philippe Roy. Le bulletin compte également un vieux routier de l'extrême droite parmi ses collaborateurs. Jean-Claude Dupuis est actif dans le milieu national-catholique depuis 1992. Il a notamment été rédacteur en chef de la revue *Jeune Nation* au début des années '90. Cette publication a été pendant 6 ans le fer de lance intellectuel de la « nouvelle droite » (9) au Québec. Le site web de Long Sault est hébergé sur un serveur de Montréal qui sert de repère à la Librairie Saint-Louis, dirigée par Ivan Kraljic. Spécialisée dans la vente par correspondance de livres publiés par diverses maisons d'édition catholiques intégristes d'Europe et d'Amérique, la Librairie Saint-Louis sert de relais québécois pour la pensée contre-révolutionnaire d'ici et d'ailleurs. Son adresse postale est la même que celle de la Fraternité Saint-Pie X sur la rue Dante, en plein cœur de la Petite Italie.

Le « nationalisme-révolutionnaire »

A priori, le nationalisme-révolutionnaire (NR) se situe aux antipodes du courant national-catholique. Mais avec un pied dans le camp de la tradition et un pied dans le camp du changement,

le nationalisme-révolutionnaire n'a souvent de révolutionnaire que son nom. Il faut dire que ce courant peut s'avérer attirant dans un contexte québécois. Si l'on évite de se poser trop de questions, on pourrait l'associer spontanément au Front de libération du Québec (FLQ). Bon nombre de nationalistes, aux positions souvent antagonistes, se disputent la dépouille felquiste, cherchant à attirer dans leur giron de jeunes militants épris de romantisme. Il en va tout autrement en Europe, où les nationalistes-révolutionnaires représentent « l'aile gauche » du mouvement fasciste. Leur discours xénophobe et antisémite se cache derrière un paravent anti-impérialiste, n'hésitant pas à reprendre certains symboles et concepts copiés de l'extrême gauche. Les groupes NR québécois (rebaptisés frileusement « identitaires ») sont tributaires de cette double filiation idéologique, ce qui leur permet de jouer sur le terrain du nationalisme ethnique tout en se présentant comme une rupture avec le système capitaliste anglo-saxon... du moins en apparence. Si certains, comme le MLNQ puisent davantage dans le terreau du nationalisme québécois, d'autres tentent d'implanter ici le type d'organisation développé en France par le Bloc Identitaire (10).

Le MLNQ

« *Le PQ est accusé injustement d'être raciste et xénophobe par ses ennemis, alors qu'en réalité c'est un parti multiculturel ethnomasochiste. Au MLNQ, nous dénonçons le multiculturalisme et les excès de l'immigration depuis notre fondation* ». L'homme qui s'exprime ainsi est nul autre que le président du **Mouvement de libération nationale du Québec**, l'extrême-felquiste Raymond Villeneuve. Créé en décembre 1995 dans la foulée de la victoire du « Non » au référendum, le MLNQ se présente comme une coalition regroupant des citoyens de toutes les classes sociales et de toutes les opinions politiques prêts à combattre par tous les moyens « l'impérialisme canadien » et ses alliés « fédéristes » en territoire québécois. L'organisation est sans aucun doute l'un des princi-

paux vecteurs de l'extrême droite au Québec, notamment à cause de sa grande visibilité médiatique et de la notoriété publique de certains de ses sympathisants, comme le cinéaste Pierre Falardeau (11).

Officiellement ni de gauche, ni de droite, le MLNQ réclame pourtant depuis sa création un moratoire sur l'immigration. Les pages de son bulletin mensuel (*La Tempête*) débordent de commentaires et de caricatures racistes, antisémites et anglophobes. Ainsi, le leader partionniste Howard Galganov apparaît constamment affublé d'une étoile de David, ce qui n'est pas sans rappeler le « marquage » identitaire pratiqué par les nazis pendant dans les années '30 et '40. Pourquoi une telle obsession autour de la question de l'immigration? Pour le MLNQ, les immigrants qui refusent de s'assimiler sont une menace constante à la survie du peuple québécois : « *les autorités canadiennes d'aujourd'hui se servent du Québec comme une poubelle pour l'Empire britannique. On tente de nous faire disparaître en nous métissant et en nous anglicisant. Nous sommes d'abord des Français d'Amérique et non ce que certains appellent des citoyens du monde* ».

Si certains éléments d'extrême droite, comme Paul Biron ou Yves Ménard (12), se retrouvent dès le début dans l'organisation qu'il dirige, Villeneuve en vient à courtiser activement des néo-nazis pour qu'ils s'impliquent dans son mouvement. C'est notamment le cas des **Fils de Vinland** (FdV), un regroupement de boneheads (13) implanté à Sherbrooke, Montréal, Trois-Rivières et Québec. Pour les FdV : « *Le nationalisme révolutionnaire est et sera toujours la lutte pour la conservation et l'édification de notre caractère racial* ». C'est un membre des FdV qui a mis en ligne le site « la droite nationaliste ». En plus d'une recension méticuleuse des groupes fascistes francophones présents sur internet, on pouvait trouver sur le site un fichier contenant une liste d'individus et de groupes politiques, communautaires et étudiants connus pour leur engagement anti-raciste. En iden-

tifiant les « ennemis du peuple québécois », les FdV appliquaient une tactique d'intimidation et de harcèlement développée en Angleterre et aux États-Unis par diverses organisations néonazies. Engagés dans un combat pour « la survie de la race aryenne », les Fils de Vinland se retrouvent aux côtés du MLNQ dans un concert organisé à Montréal le 17 juin 2000 auquel participent les *Trouble Makers*, un groupe RAC (14) de Laval. Villeneuve voit en eux de bons petits soldats pour ses projets politiques et tente de les recruter.

Le MLNQ et les Fils de Vinland vont collaborer sur divers projets. Une entrevue de Villeneuve, publiée dans le fanzine des FdV, se retrouve dans *La Tempête*. Une campagne contre « le racisme anti-québécois » est menée conjointement en 2000, les FdV fournissant un support sur internet. Ce processus de fusion ne se fait pas sans heurts. Une bonne partie de l'aile gauche du MLNQ quitte ainsi l'organisation, poussé vers la porte par Villeneuve lui-même. Ils sont remplacés par de nouvelles troupes, provenant notamment des Jeunes Patriotes du Québec (JPQ), un groupe que nous avons évoqué un peu plus tôt. Les JPQ se sont fait connaître en menaçant d'intervenir contre la venue de la reine Elizabeth II en sol québécois. Originaires de Montréal, ils tentent de créer des contacts ailleurs en province, notamment à travers leur forum sur internet. Officiellement non-raciste, les JPQ tolèrent pourtant la présence d'éléments ouvertement fascistes dans leurs rangs. Plusieurs ex-militants des JPQ (dont leur président, Marc Boulanger) sont arrêtés à l'au-

tomne 2003 à la suite d'une virée nocturne dans le West-Island où ils ont recouvert l'hôtel de ville de Baie d'Urfé de slogans nationalistes et anglophobes. Le MLNQ a enfin trouvé ses premiers « prisonniers politiques ».

De leur côté, les FdV cessent toute activité en mars 2001. Pendant que les plus jeunes rejoignent le MLNQ, d'autres abandonnent l'action politique. Un certain nombre de militants s'efforcent toutefois de construire d'autres organisations. Ils trouveront leur inspiration en Europe, du côté du mouvement « identitaire » en pleine ascension.

Les identitaires québécois

En décembre 2002, une « bombe » explose à Québec. La



Pierre Falardeau, du MLNQ, avec de jeunes fans identitaires.

police démantèle un réseau de prostitution juvénile actif depuis plusieurs années. Si les clients du réseau sont pour la plupart des hommes d'affaires blancs, certains proxénètes ont la peau noire. Ils appartiennent à un gang de rue (le Wolfpack) qui a des liens avec un groupe de hip-hop de Québec. Il n'en faut pas plus pour voir le nombre d'altercations et de commentaires racistes monter en flèche dans la région. Les accusations pleuvent, les préjugés prennent le dessus sur la raison. On a touché à nos petites soeurs. Les immigrants (« la filière libanaise », « la filière africaine ») servent de boucs émissaires.

Au mois de février, les rues de la ville de Québec sont recouvertes d'affiches dénonçant le rôle joué par les immigrants et la « contre-culture hip-hop » dans le réseau de prostitution juvénile. L'affiche, signée par un mystérieux « Comité des citoyens enragés », appelle à une manifestation de solidarité avec les victimes du Wolfpack devant le Palais de justice. Au lieu de simples « citoyens », les personnes trouvent sur place une douzaine de jeunes militantEs diffusant un tract contre « l'immigration sauvage » et la « traite des blanches ». Le choix des mots et des symboles (notamment de croix celtiques, un symbole utilisé par les suprémacistes blancs depuis les années '60) ne trompent pas : nous sommes en présence d'un groupe fasciste. C'est la première apparition publique de **Québec-Radical**, une formation « identitaire » (lire raciste) cherchant à rassembler les militants nationalistes-révolutionnaires du Québec.

Ceux-ci proviennent d'horizons assez divers. Certains sont issus des Fils du Vinland (15), d'autres ont milité un temps au MLNQ. Les animateurs des revues *Franc-Parler* et *Aquila* participent également au mouvement. La revue *Franc-Parler* est l'une des rares publications NR disponibles au Québec. La présentation du premier numéro, sorti en décembre 2001, donne le ton à son contenu : « *Devant un vide total en matière de presse nationaliste et identitaire au Québec, son premier but fut de donner une tribune aux radicaux. En plus du combat idéologique et d'une analyse de l'actualité vue de notre position, Franc-Parler est aussi un zine qui mène le combat culturel. Devant le minabilisme bon marché du star-systeme américano-sioniste apatride au message mondialiste et uniformiste nous répondons avec une offensive libre et enracinée* ». Malgré son petit tirage (une centaine d'exemplaires vendus par correspondance), *Franc-Parler* surprend par une qualité de montage et un contenu diversifié peu commune dans les rangs de l'extrême droite québécoise. Son rédacteur en chef n'en est pas à ses premières armes.

Sous le nom de Distribution Avalon, il a mis en ligne plusieurs sites web et organisé la vente par correspondance de revues d'extrême droite françaises (*Jeune Résistance* et *Montségur*) ainsi que des oeuvres de Robert Dun, un militant anarchiste passé au national-socialisme pendant la deuxième guerre mondiale. À partir du numéro 3, *Franc-Parler* va devenir le porte-étendard de Québec-Radical.

Quand au bulletin *Aquila*, il s'agit d'une publication national-bolchévique



éditée à Hull depuis la fin des années '90. Inspirée par les écrits du penseur fasciste italien Julius Evola, *Aquila* se donne pour mission « *d'unir, en une pensée cohérente, les meilleurs aspirations, de droite et de gauche, de l'élite spirituelle et intellectuelle du Québec et du Canada français. (...) Le traditionalisme révolutionnaire, synthèse et dépassement de la droite et de la gauche, propose au peuple québécois et à l'Occident une vision du monde qui défend la diversité culturelle et l'autonomie économique des nations et des civilisations, contre le libéralisme capitaliste. Le mondialisme, dernier stade du capitalisme, est notre ennemi. L'Empire confédéral est notre mot d'ordre. Sa résurrection se réalisera avec la disparition parallèle de l'impérialisme économique mondial*

du capitalisme et de ses conséquences néfastes et dissolvantes du « New Age » et du multiculturalisme ». Malgré son programme néo-fasciste ultra-autoritaire, *Aquila* entretient des liens avec certains militants d'extrême gauche. Ainsi, la revue est diffusée à Québec par un militant du Parti communiste révolutionnaire (PCR) (16) proche du MLNQ et connu pour ses sympathies ultra-nationalistes!

Parmi les autres membres et collaborateurs de Québec-Radical, on remarque le guitariste des *Trouble Makers*, (Maxime Taverna), un étudiant en génie informatique de l'Université Laval (Mario Petitclerc (17)), mais aussi de jeunes catholiques intégristes et des païens du Mouvement traditionaliste du Vinland (18) proches de la scène black métal national-socialiste (19).

Véritable auberge espagnole du fascisme nouveau genre, Québec Radical s'est rapidement déchiré sur plusieurs enjeux de premier plan, dont l'épineuse question religieuse. Païens et cathos n'ont pu cohabiter bien longtemps sans se perdre dans d'interminables engueulades sur fond d'esotérisme et de croisades! Le ciment ultra-nationaliste de Québec-Radical aura tenu à peine plus d'un an. En septembre 2003, le site web disparaît pour de bon. Deux nouveaux sites liés à l'ancien mouvement apparaissent coup sur coup. Les Feux-Follets (20) poursuivent le chemin tracé par Avalon et se consacrent à la diffusion des oeuvres de Robert Dun à partir d'une boîte postale de Rock Forrest. L'autre site, réalisé par **les Affranchistes**, tente le tout pour le tout en poussant jusqu'au bout la récupération des idées et des symboles socialistes pour les mettre au service d'une idéologie raciste. En se définissant comme anarcho-identitaires, les Affranchistes offrent un lifting à l'extrême droite. Mais comme bien des cures de jouvence, celle-ci révèle rapidement le visage hideux du fascisme. Car malgré les références à la Commune de Paris, à Léo Ferré, aux black blocs ou à Émile Pouget, c'est bel et bien à des militants d'extrême droite que nous avons affaire.

L'approche « ethno-dif férencialiste et anti-mondialiste » des Affranchistes les conduit à « *refuser l'immigration de masse qui détruit le patrimoine biocul-turel de la société d'accueil indigène* ». en l'occurrence celui des « *Euroquébécois, peuple d'Amérique du Nord, de souche européenne et de langue française* ». Le modèle économique proposé, une forme à peine voilée de corporatisme musolinien, fait l'apologie de l'élitisme, de la liberté d'entreprise et du droit à la propriété. Comme on le voit, il n'y a rien de bien anarchiste ou révolutionnaire dans le projet de société des Affranchistes : rien que les vieux habits de la haine en chemise brune.

Conclusion

Ce portrait rapide de l'extrême droite québécoise révèle certaines similitudes entre ses différents courants. La plus visible reste sans aucun doute la peur de disparaître en tant que peuple blanc et francophone. C'est le vieux fond du nationalisme ethnique qui refait surface avec violence. À ce sujet, l'ensemble des groupes se rejoignent sur le danger représenté par l'immigration. Autrement point en commun, le caractère fondamentalement patriarcal de son discours et de ses pratiques. Tant Québec-Radical que le Parti de la démocratie chrétienne insistent pour ramener la femme à un rôle de mère-pondeuse afin de repeupler la nation. La question religieuse, au centre des préoccupations de plusieurs groupes, demeure un facteur de discorde. Le courant national-catholique, en perte de vitesse, risque d'être dépassé à terme par les divers courants qui font du nationalisme ethnique leur seule et unique religion, voire même par la mythologie celtisante qui gagne en popularité auprès des jeunes attirés par la scène black metal.

Malgré une méfiance vis-à-vis la politique officielle, on retrouve plusieurs militants d'extrême droite dans des partis et organisations nationalistes mainstream, tel le Parti Québécois, le Bloc Québécois ou la Société Saint-Jean-Baptiste (21). Le cas de Mathieu Bock-Côté est parti-

culièrement intéressant. Expulsé du Bloc par la haute direction suite à la publication de son Manifeste hautement controversé, on le retrouve quelques années plus tard à l'exécutif de la Commission jeunesse du PQ. L'excommunication aura été de courte durée! À n'en pas douter, des courants réactionnaires existent à l'intérieur des deux grands partis nationalistes, ce qui se traduit notamment par un louvoiement de nombreux députés face aux mouvements suprémacistes blancs qui tentent de bloquer toute avancée significative des droits des autochtones (22).

Combattre l'extrême droite au Québec passe donc par une critique implacable des travers du nationalisme, mais aussi par un appui direct aux groupes visés par les ultra-nationalistes, que ce soit les immigrantEs, les femmes, les gais et lesbiennes ou les Autochtones. Sans cet appui, sans un travail concret dans nos communautés pour marginaliser les discours réactionnaires et enrayer la xénophobie, la lutte anti-fasciste restera cantonnée dans les marais de l'abstraction et de la théorie.

Michel Nestor

néo-fasciste française à droite du Front National. Autrefois baptisée Unité Radicale, elle fut dissoute par le gouvernement français suite à la tentative d'un de ses militants, Maxime Brunerie, d'assassiner le président Jacques Chirac lors du défilé militaire du 14 juillet 2002.

(11) On retrouve Pierre Falardeau dans plusieurs rassemblements du MLNQ, dont à la manifestation organisée le 1^{er} juillet 2003 contre la fête du Canada sur la terrasse Dufferin à Québec.

(12) Ménard fut au début des années '90 le dirigeant du Mouvement pour une immigration restreinte et francophone (MIREF) et du Mouvement pour un pays canadien-français, deux organisations racistes liées à la mouvance nationaliste d'extrême droite. Au cours des dernières années, il s'est impliqué dans le mouvement masculiniste.

(13) Le terme « bonehead » sert à distinguer les néonazis au crâne rasé des « véritables » skinheads. Contrairement à ce que les mass-médias ont pu en dire, les skinheads sont à l'origine un mouvement fondamentalement anti-raciste, regroupant de jeunes prolétaires noirs et blancs épris de musique jamaïcaine. Les néonazis ont tenté tant bien que mal de récupérer ce mouvement pour l'amener sur les rails du racisme le plus destructeur. Les skins qui ont suivi ce chemin n'ont plus rien à voir avec le mouvement original: ils sont par conséquent devenus des « boneheads » aux yeux des skins qui sont demeurés anti-racistes.

(14) Le RAC est l'abréviation de « Rock Against Communism », un sous-courant musical issu de la scène bonehead anglaise. Le RAC est la réponse fasciste aux nombreux concerts « Rock Against Racism » organisés dès le début des années '80 par la gauche révolutionnaire pour lutter contre l'influence grandissante des idées d'extrême droite au sein de la jeunesse.

(15) L'un d'eux, l'informaticien Denis Martel, a été le maître d'oeuvre de la stratégie anti-wolfspack à Québec. Ex-dealer d'héroïne, Martel a de nouveau été arrêté au printemps 2003 après avoir tiré sur ses voisins avec une carabine semi-automatique en plein coeur du quartier Saint-Jean-Baptiste, sans raison apparente.

(16) Le PCR a depuis demandé une auto-critique au militant en question, qui est toutefois demeuré membre de cette organisation maoïste.

(17) Collaborateur du MLNQ et de Franc Parler, Petitclerc inonde depuis plusieurs années le réseau internet de messages racistes sous divers pseudonymes.

(18) Le Mouvement traditionaliste du Vainland est une organisation néo-fasciste canadienne versée dans la promotion de la « culture germanique ». Officiellement non-raciste, elle s'inspire des écrits de nombreux auteurs fascistes européens, dont Julius Evola et Jean Mabire. Elle fait partie d'un réseau qui a des ramifications internationales. Son adresse postale était située jusqu'à tout récemment à Sainte-Foy, en banlieue de Québec.

(19) La scène black metal est sans aucun doute l'un des principaux vecteurs des idées d'extrême droite auprès des jeunes. On compte 10 fois plus de groupes national-socialistes black metal que de groupes RAC au Québec. Parmi les labels de musique qui produisent et distribuent la musique NSBM, citons Warhorn Records (Québec), Tour de Garde (Montréal), Cyclic Law (Montréal) et Ascent Records (Saint-Tite).

(20) « Les Feux-Follets » est l'autre nom porté par le mouvement Québec-Radical.

(21) Sur l'exécutif de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec siège Henri Rallon, porte-parole du Front National (le parti de Jean-Marie Le Pen) pour le Canada, de même que Daniel Dionne, membre du Front anticapitaliste égalitaire (FACE), un groupuscule national-bolchévique formé de transfuges du Parti communiste et de sympathisants maoïstes. Des membres du FACE ont été vus à Québec dans des manifs contre la guerre en Irak distribuant des tracts pro-Saddam Hussein et brandissant des pancartes à forte connotation anti-sémite, rappelant les délirantes sur le ZOG (Zionist Occupied Government) si chers à l'extrême droite américaine.

(22) Voir à ce sujet l'article de El Bolo.

(1) Ex-membre de l'Action Française, Rumilly n'a jamais caché son appui au régime du Maréchal Pétain, ni à ceux qui ont collaboré avec la gestapo ou l'armée allemande pendant la deuxième guerre mondiale.

(2) Cartman, Éric, 1999, « Notre maître le passé!?!? », p. 40

(3) Grondin est également membre de l'Opus Dei, un mouvement catholique ultra-conservateur présent aux quatre coins du globe.

(4) Lebel a démissionné du Bloc Québécois en 2002 après avoir dénoncé « l'approche commune » avec les Innus.

(5) Le PUNC était la principale organisation nazie au Québec jusque dans les années '50.

(6) L'Ordre de Jacques-Cartier fut créé dans les années '50 par des haut-fonctionnaires canadiens-français désireux de promouvoir leur ascension sociale au sein de la fonction publique fédérale, largement dominée par les anglophones. Cette « société secrète » a rapidement regroupé les élites canadiennes-françaises désireuses de protéger leurs traditions et privilèges. On retrouve parmi ses membres les plus illustres le chanoine Lionel Groulx.

(7) L'Armée de Marie est une secte catholique, fondée à Lac-Échemin (Québec) par Marie-Paule Giguère. Cette dévote se présente comme l'incarnation mystique de Marie, ce qui lui vaut une mise au ban par le Vatican au milieu des années '80.

(8) La Phalange est le nom d'un mouvement fasciste espagnol actif pendant les années '30 et dirigé par Primo de Rivera.

(9) Nom donné à un courant néo-fasciste français, personnaliste par l'intellectuel Alain de Benoist.

(10) Le Bloc Identitaire est la principale organisation

Des libertaires sur le front antifasciste: histoire et auto-critique

Depuis quelques mois, la résurgence de groupuscules d'extrême droite a poussé les libertaires de notre région à se pencher sur la problématique et à développer une pratique que nous avons perdue, à savoir maintenir en vie une culture de résistance face aux idées racistes et aux pratiques fascistes. Quelques événements sont venus nous mettre la puce à l'oreille : attaque de personnes de couleur par des boneheads (1), intimidation de militants de gauche dans les rues des quartiers centraux, « nazification » d'une partie de la scène punk, manifestations racistes, tolérance face au port d'insignes haineux... Cet ensemble de faits et d'événements nous ont forcé, en tant qu'anarchistes organisés, à nous pencher sur cette problématique et à nous impliquer activement. Voici un bref aperçu de notre travail.

Les forces en présence à Québec

Le paysage politique québécois ne comporte pas de parti mainstream se réclamant de l'extrême droite, tel le Front National français ou son équivalent britannique. Il est plutôt composé d'un ensemble de groupuscules allant du groupe de pression contre l'avortement jusqu'au gang de rue en passant par de petites organisations politiques. Notre travail a davantage porté sur ces deux dernières formes d'organisations, plus précisément sur le Mouvement de Libération Nationale du Québec (MLNQ), Québec Radical (QR), sur ce que nous identifions comme étant le Front Païen du Vinland (FPV) et sur un gang de boneheads et de nazi-punk du centre-ville.



Nos premiers « contacts » avec les fafs

C'est vers la fin de l'été 2002 que nous nous sommes aperçus de la nazification croissante d'une partie de la scène punk de Québec. Pour certains individus, les badges « fuck authority » avait été remplacés par des insignes sudistes, les lacets blancs avait prit place sur les bottes de combat. Pour d'autres, la boule à zéro avait prit le dessus sur le mohawk, les bombers aux couleurs du troisième reich étaient redevenus acceptables. Des militants de gauche ont commencé à se faire harceler au centre-ville et un individu à la peau noire a été violemment battu par le chef idéologique de cette déviation. À première vue, il nous manquait des éléments pour comprendre la dynamique. Nous devons tout d'abord rassembler des informations sur les individus qui à notre sens étaient les piliers de ce changement.

Au même moment, un groupe de jeunes fascistes sévissait dans la banlieue ouest. Les informations que

nous avons reçues précisait que différents membres d'une organisation raciste festoyaient dans une ambiance de cérémonie odinique et de bras tendus au cœur d'un boisé en bordure de la ville à chaque vendredi soir. Nos effectifs de l'époque ne permettant pas d'aller vérifier directement sur le terrain, une enquête auprès de jeunes trainant en bordure du lieu où se tenait l'événement nous a permis de corroborer nos informations. Le 3 décembre 2002, soit quelques mois après cette escapade nocturne en banlieue de la ville, des étudiantEs du Cégep F.X. Garneau nous invitent à présenter une conférence sur la question du racisme et de l'extrême droite dans les murs de l'institution. Quelle n'est pas notre surprise de voir arriver aux portes de la conférence une dizaine de néo-nazis venant de toute évidence nuire à la bonne tenue de l'événement. Après empoignade, les jeunes racistes ont du retourner bredouille dans leur banlieue bourgeoise.

Rapidement, nous sommes confrontés à un troisième groupe organisé. Ce dernier s'est tout d'abord

manifesté à l'occasion d'une manifestation en support aux victimes du réseau de prostitution juvénile, scandale qui a fait couler beaucoup d'encre dans notre petite ville, en plus d'aligner les tribunes racistes. Le centre-ville a été tapissé de plusieurs centaines d'affiches dénonçant la culture hip hop comme étant dangereuse pour la jeunesse blanche. Lors de cette manifestation, trois membres de notre collectif se sont déplacés sur place pour se rendre compte de la nature du groupe qui appelait à manifester. Nous étions loin de nous douter qu'une douzaine d'individus brandissant des croix celtiques et des bandières anti-immigration seraient au rendez-vous. Un groupuscule « nationaliste révolutionnaire », récupérant l'événement du procès de George Radwanli (2) organisait cette action pour faire de la propagande anti-immigration. Après avoir ramassé leurs tracts et fait une séance de photos en règle, nous avons rebroussé chemin, nos effectifs militants n'étant pas suffisant pour les confronter.

Suite à des informations divulguées sur internet, nous étions en mesure de mobiliser pour une contre-manif lors d'une autre de leur sortie le 25 avril 2003. La fragilité des informations que nous avions en main nous a rebuté à appeler à une manif large. Nous étions donc une quinzaine à

venir confronter les fascistes. Tracts à la main et bannière au vent, nous sommes parvenus à interrompre leur petit party médiatique, ce qui ne tarda pas à dégénérer en affrontement physique.

Au cours de la même période, nous sommes également intervenus contre le Mouvement de Libération Nationale du Québec. (MLNQ). Nous avions ce groupe à l'œil depuis quelques années, mais sans avoir d'analyse et de stratégie précises sur la question. Avec le collectif Bête Noire, nous en sommes venus à adopter et à publier une position commune sur l'expulsion du MLNQ des mouvements sociaux : « nous ne voulons plus voir les membres de ce groupe lors de manifestations syndicales, car nous savons que leur intérêt dans ces luttes est de faire grandir la haine envers le travailleur ou la travailleuse immigrante et non envers les patrons (québécois ou autres). De même que nous ne voulons plus les voir dans les luttes contre la ZLÉA (3), car nous savons qu'ils cherchent plus à refermer le Québec sur lui-même que de développer la solidarité entre les peuples de l'Amérique. Et s'ils ont de la misère à comprendre nos mots, nous leur feront comprendre autrement! » (4)

L'une des stratégies d'implantation du MLNQ est d'aller dans les manifestations, drapeaux à la main, et d'y distribuer leur propagande. À chaque année, le MLNQ organise également une manifestation à Québec le 1er juillet pour protester contre la fête du Canada. Cet événement mobilise environ une centaine de militantEs et de sympathisantEs du Mouvement. Le 1er juillet 2003, une poignée de libertaires se sont réunis pour confronter les fascistes sur le terrain, ce qui s'est soldé par des empoignades et de vives engueulades en face du Château Frontenac. Lors de cet événement, des personnalités publiques étaient présentes, tels le cinéaste Pierre



Les «identitaires» à l'UQAM pour une conférence

Falardeau et le chef du mouvement, Raymond Villeneuve, qui sont tous deux connus pour leurs positions xénophobes. Lors des manifestations contre le gouvernement Charest le 14 avril dernier, notre groupe a su mettre en application cette tactique, tout comme d'autres militantEs antifascistes dans d'autres villes au même moment.

Réflexion et enchaînement

C'est à la suite de la contre-manif au Palais de Justice que la question de l'organisation antifasciste s'est posée. D'un côté venait la proposition de mettre sur pied ce qui devait être une organisation de masse antifasciste, où des gens de différents horizons politiques pourraient participer. Cette organisation, aux bases politiques minimales, viserait à introduire un sentiment combatif dans les différentes scènes musicales et politiques. Une seconde proposition visait à investir ces mêmes scènes musicales et culturelles du point de vue de la fédération sur la question de l'antifascisme, et cela sur nos propres bases. C'est dans cette perspective que nous avons commencé notre intervention sur le front antifasciste. Il fallait d'abord étudier les causes de cette sortie en force de l'extrême droite. Dans un contexte de globalisation du capital, de crise du logement, de montée du terrorisme et de guerre en Irak, le procès du Wolf Pack (5) fournissait aux racistes un autre cheval de bataille. L'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Charest donnait également des armes aux groupuscules ultra-nationalistes. Par l'entremise de nos liens avec la section locale du RASH (6), nous avons pu créer des contacts avec les différentes scènes punk, hardcore, ska et hiphop. Une telle activité n'était toutefois pas



suffisante pour enrayer le problème. Pour y arriver, nous avons choisi d'appliquer l'un des principes d'ARA (7) (« We go where they go »), soit de tenir la rue et confronter toute expression du racisme et de pratiques fascistes. C'est une tactique efficace pour briser l'anonymat des individus qui expriment leur appartenance à l'extrême droite.

Notre schéma d'intervention pourrait se traduire en quatre étapes : identification de la problématique et mesure de nos capacités à intervenir, collecte d'information via internet ou de personne à personne (appartenance à un groupe, liens avec d'autres, lieu d'activité, lieu de résidence d'individus), dénonciation de la situation via notre presse ou par d'autres moyens à notre disposition, mise en place d'un plan d'action. Cette stratégie nous a permis entre autre de faire annuler des concerts de groupes à caractère raciste et d'expulser des contingents ultranationalistes hors de plusieurs manifestations. Vis-à-vis le FPV, nous avons également signifié notre présence dans des lieux où le groupe se réunissait par différents moyens, dont plusieurs séances de graffiti.

Critique et auto-critique

L'un des premiers éléments d'auto-critique est de souvent voir le problème plus gros qu'il n'est en réalité. Les suites de la confrontation au Palais de Justice nous ont démontré que ce n'est pas parce qu'un groupe a une belle propagande, un beau site internet et un discours « cohérent » qu'il est capable de mobiliser plus de dix personnes. Pour intervenir sur ce front, il n'est pas nécessaire de s'organiser de façon « paramilitaire ». Une seconde critique vient du fait que les seuls individus motivés à intervenir le front antifasciste ont en général le même profil, c'est à dire des jeunes hommes blancs au crâne rasé (des skins quoi!). L'action antifasciste est souvent perçue comme une affaire de gros bras. Ce préjugé vient en soit nous nuire dans notre volonté d'élargir la lutte. À l'inverse, la pratique de l'éducation populaire dans des milieux précis nous a permis de créer des liens

avec des gens ayant un profil différent du nôtre et de les voir réagir face à des manifestations de l'extrême droite dans leurs milieux. À la demande d'associations étudiantes et de groupes communautaires, nous avons organisé des ateliers sur la question du racisme et de l'intolérance au cours desquels la question de l'auto-organisation a été posée. Quoi qu'il en soit, très peu de femmes participent aux actions que nous organisons, un nombre encore plus restreint choisissent d'adhérer à notre organisation.

Une autre critique que nous pourrions faire de nos pratiques est de se cantonner presque uniquement dans la lutte antifasciste, ce qui minimise notre implication dans une lutte beaucoup plus globale, celle contre le racisme et pour l'immigration. La région de Québec n'étant pas comparable à Montréal en ce qui a trait à la diversité culturelle, très peu de luttes sont menées sur la question des réfugiés et des « illégaux », mise à part la récente saga entourant la déportation de Mohamed Cherfi. Pour diverses raisons plus ou moins valables, nous n'avons pas participé pleinement à la campagne de soutien à Cherfi. Notre

appui direct (qui s'est traduit par une soirée bénéfice, l'envoi de lettres d'appuis, la production d'articles et d'entrevues radiophoniques, une participation aux manifs) reste encore assez limité.

En définitive, il est difficile de mesurer si notre campagne antifasciste a pu aider à combattre les préjugés racistes dans les groupes et les quartiers où nous intervenons. Or, il nous apparaît clairement que l'atteinte de ce but ultime doit être un objectif pour toutes les organisations anarchistes. C'est même l'une des conditions essentielles si l'on veut forger une véritable conscience de classe capable de contre-balancer l'hégémonie de la bourgeoisie et de ses alliés racistes au sein de la société.

RedRoady

Notes:

- 1) Nazi au crâne rasé,
- 2) Prémsumé opérateur d'un réseau de prostitution juvénile dans la région de Québec
- 3) Zone de libre-échange des Amériques
- 4) La déroute inévitable du nationalisme, position du Groupe anarchiste Bête Noire sur le nationalisme québécois
- 5) Groupe composé majoritairement d'hommes d'origine antillaise ayant opéré un réseau de prostitution juvénile dans la région de Québec,
- 6) Red and Anarchist Skinhead
- 7) Anti-Racist Action



Racisme et lutte de classe

L'oppression raciale est sans aucun doute l'une des caractéristiques inhérentes du monde capitaliste moderne. Elle se manifeste de façon plus visible par des agressions de groupes fascistes contre les immigrants. Mais plus encore, les communautés immigrantes sont victimes de la discrimination systématique de la part des États capitalistes. Discriminations qui se traduisent par des attaques contre les droits des immigrants, des coupures dans les programmes sociaux, par des attaques policières et un système de justice raciste.

Comment vaincre le racisme?

Pour répondre à cette question, nous devons accorder une attention particulière aux forces qui ont produit et qui continuent de reproduire le racisme. Elle requiert aussi une analyse soignée des forces sociales qui peuvent bénéficier de l'oppression raciale.

Nous entendons par racisme soit une négation de l'égalité de tous les êtres humains ou une discrimination sociale, économique ou politique envers certains groupes raciaux.

Les racines du racisme

Le capitalisme s'est développé comme un système mondial basé sur l'exploitation des travailleurs-euses, des esclaves et des paysan-ne-s, qu'ils soient noir-e-s, brun-e-s, jaunes ou blancs/blanches. Au 16e et 17e siècles, le système capitaliste s'est d'abord développé en Europe de l'Ouest et dans les Amériques. Au 18e et 19e siècle, l'Afrique et l'Asie furent progressivement intégrés dans la zone d'influence du capitalisme. En Amérique, de vastes plantations furent mises sur pied. S'appuyant sur l'esclavage, il s'agissait d'entreprises capitalistes qui exportaient des produits agricoles.

C'est au sein du système esclavagiste que nous trouvons la genèse du



racisme. D'après Eric Williams, «L'esclavage n'est pas le fruit du racisme : c'est plutôt le racisme qui fut la conséquence de l'esclavage». (1)

À leurs tous débuts, les plantations esclavagistes n'étaient pas organisées sur des bases raciales. Malgré le fait que les premiers esclaves de possession espagnole dans les Amériques étaient généralement des Autochtones, l'esclavage était limité (du moins officiellement) à celles et ceux qui ne s'étaient pas convertis au christianisme.

Les Autochtones furent remplacés par des Européen-ne-s pauvres. Plusieurs de ces travailleurs-euses étaient mis en esclavage pour une période limitée, comme serviteurs asservis*, engagés par contrat pour une période qui dépassait souvent dix ans. D'autres étaient des prisonniers, coupables de crimes mineurs (tel que le vol de vêtements), ou des prisonniers de guerre capturés suite aux révoltes et à la colonisation de territoires comme l'Irlande et l'Écosse. Toutefois, on retrouvait également un nombre non-négligeable d'esclaves à vie d'origine européenne, et il y avait même un nombre considérable de serviteurs asservis qui furent kidnappés et

vendus ensuite comme esclaves. (2)

La traversée par bateau de l'Atlantique pour les esclaves et les serviteurs asservis étaient, selon Williams, si mauvaise qu'elle devait « éliminer toute idée voulant que les horreurs des négriers étaient imputables au fait que les victimes étaient des nègres ». (3) Plus de la moitié des immigrants anglais dans les colonies américaines du 16e siècle étaient des serviteurs asservis. (4) De plus, jusqu'en 1690, il y avait beaucoup plus d'Européens non-libres dans les plantations d'Amérique du Sud que d'esclaves noir-e-s. (5)

Les idées racistes se sont développées à travers le commerce d'esclaves au 17e et 18e siècle. À cette époque, les peuples d'Afrique sont devenus la principale source d'esclaves pour les plantations.

Le système de contrôle social encadrant la force de travail non-libre européenne et américaine fut alors appliqué aux africain-e-s.

La principale raison derrière ce changement de cap est d'ordre économique: ces esclaves étaient obtenus à moindre coût et en plus grand nombre, répondant ainsi aux besoins grandissants des plantations capitalistes. (6)

La classe dirigeante africaine joua un rôle central dans le commerce lucratif des esclaves : « *le commerce fut (...) un commerce africain jusqu'à ce qu'il atteigne la côte. Il était très rare que les Européens soient directement impliqués dans l'acquisition d'esclaves, et quand ce fut le cas, cela se limitait à l'Angola.* » (7)

C'est au 17^e siècle que l'idéologie raciste a commencé à se développer, la première fois par « *les planteurs de canne à sucre anglais et leurs idéologies résidant toujours en Angleterre.* » Ces derniers se référaient aux différences physiques pour développer le mythe que les noir-e-s étaient des sous-hommes méritant d'être mis en esclavage : « *voici donc une idéologie : un système de fausses idées servant des intérêts de classe.* » (8)

Le racisme fut utilisé pour justifier la capture et la mise en esclavage de millions de personnes pour les fins propres au capitalisme. La mise en esclavage des Autochtones a été justifiée par leurs croyances païennes; l'esclavage des Européen-ne-s a été justifié par le fait que c'était le sort des classes inférieures; l'esclavage des Noir-e-s a été justifié par le racisme.

Une fois développées, les idées racistes furent utilisées plus largement pour justifier l'oppression. Les Juifs, par exemple, ont commencé à être opprimés en tant que minorité raciale, et non comme groupe religieux.

Les bénéficiaires de l'esclavage ne furent pas les Européen-ne-s au sens large, mais bien la classe dirigeante capitaliste d'Europe de l'Ouest et la classe dirigeante africaine qui en retira également des bénéfices non-négligeables. En effet, chez les Européen-ne-s, il y avait des marins travaillant dans la traite des esclaves, pour qui les conditions de vies étaient, selon Williams, à peine différentes de celles des esclaves. Il y avait aussi un nombre considérable de « blancs pauvres », des ouvrier-e-s agricoles qui furent écrasé-e-s économiquement par la compétition des grandes plantations esclavagistes (9). Enfin, la grande majorité des Européen-ne-s n'a jamais possédé d'esclaves : seulement 6% des blancs possédaient des esclaves dans le sud des États-Unis

en 1860 (10). En outre, il y avait des propriétaires d'esclaves Autochtones et Afro-américains.

Races et Empire

Le racisme est donc le fruit de l'esclavage et du capitalisme. Une fois le racisme créé, des développements ultérieurs du capitalisme vont maintenir et entretenir cette créature des classes dominantes.

L'expansion du pouvoir capitaliste en Afrique et en Asie s'est développée au début du 17^e siècle sous la forme de l'impérialisme (11). Au début, les conquêtes impériales furent entreprises par de grandes compagnies privées tel la *British East India Company* en Inde, ou la *Dutch East India Company* qui opérait notamment en Afrique du Sud. Plus tard, les gouvernements capitalistes intervinrent directement dans ces pays, notamment par la conquête de la majeure partie de l'Afrique dans les années 1880.

À cette époque, l'impérialisme était poussé par la recherche du profit. Au début, c'était le profit généré par le contrôle du commerce. Ce fut ensuite le profit réalisé grâce à l'exploitation des ressources naturelles et d'une main-d'œuvre peu dispendieuse par les grandes compagnies privées et leur besoin de trouver de nouveaux marchés pour leurs biens manufacturés.

Les idées racistes furent alors utilisées pour justifier le processus de conquête et la domination impérialiste. On justifia la domination impérialiste par de faux prétextes, soi-disant parce que les Africain-e-s et les Asiatiques (et par extension tous les autres peuples colonisés, tels que les Irlandais-es) étaient incapables de se gouverner eux-mêmes, et avaient donc besoin d'être dirigés par une force étrangère : la classe dirigeante d'Europe de l'Ouest et du Japon (12). Les droits et libertés universels n'avaient aucune emprise dans cette perception du monde.

Ni les travailleurs et les travailleuses des colonies, ni celles et ceux des pays impérialistes ne bénéficiaient des conquêtes impériales. Les profits de l'empire étaient source d'en-

richissement pour la classe possédante (13), alors que les méthodes brutales de la répression coloniale furent déployées contre les travailleurs et les travailleuses des pays impérialistes (ex: usage de troupes coloniales pour écraser la révolution espagnole). Bien des vies et des ressources furent gaspillées dans de périlleuses aventures impérialistes. Aujourd'hui encore, les compagnies multinationales licencient leurs employé-e-s et coupent dans les salaires en déménageant dans des pays du Tiers-Monde qui n'hésitent pas à utiliser la répression contre les travailleurs et les travailleuses.

Le racisme aujourd'hui

Il n'y a pas de doute : le capitalisme a donné naissance au racisme. Le racisme, comme idéologie, a permis de justifier l'impérialisme et l'esclavage. Le racisme, comme forme de discrimination et d'oppression, rend possible un degré élevé d'exploitation et devient ainsi un facteur important du développement capitaliste.

Officiellement, l'esclavage et les empires sont aujourd'hui choses du passé, résultat de la lutte de millions de travailleurs et de travailleuses, de paysan-ne-s et d'esclaves contre l'oppression. Les révoltes d'esclaves font maintenant partie de l'histoire de la lutte des classes contre le capitalisme. La résistance paysanne et celle des travailleurs et des travailleuses face au colonialisme sont également une partie importante de la lutte des classes. Il faut cependant noter que la plupart des luttes anti-colonialistes ne sont pas allées jusqu'au bout - jusqu'à la révolution socialiste -, notamment parce que les élites locales ont préféré négocier un marché avec les impérialistes et les capitalistes.

Cependant, même si ces luttes ont supprimé les structures racistes formelles du pouvoir impérialiste, elles n'ont pas éradiqué le racisme.

Le racisme - comme idée et comme pratique - continue d'occuper deux fonctions dans le système capitaliste.

Premièrement, le racisme permet aux capitalistes de maintenir une force de travail peu dispendieuse, désorga-

nisée et hautement exploitable. Prenons l'exemple des immigrant-e-s et des minorités ethniques : victimes de la discrimination raciale, ils et elles forment un segment de la classe laborieuse qui est « sur-exploité », fournissant de hauts taux de profit pour les capitalistes. Lors d'une crise économique, ces segments de la force de travail sont les premiers à perdre leurs droits politiques et sociaux. Ce sont les premières victimes des attaques contre la classe ouvrière.

Deuxièmement, le racisme permet à la classe possédante de diviser et de diriger plus aisément les classes exploitées. Partout sur la planète, des milliards de travailleurs et de travailleuses et de paysan-e-s souffrent des maux du capitalisme. Le racisme est utilisé pour accentuer les divisions au sein de la classe ouvrière pour aider la classe dirigeante à diriger.

Praxedis Guerrero, un grand anarchiste mexicain, a décrit ce processus de la façon suivante (14) : « *Les préjugés raciaux et les préjugés basés sur la nationalité, entretenus par les capitalistes et les tyrans, empêchent les peuples de vivre côte à côte de manière fraternelle... Une rivière, une montagne, quelques petits monuments suffisent à créer des étrangers et faire de deux peuples des ennemis, vivant dans la méfiance et l'envie de son voisin suite aux actes des générations passées. Chaque nationalité prétend être au dessus des autres par tous les moyens possibles, alors que la classe dominante, ceux qui contrôlent l'éducation et la richesse des nations, nourrissent le prolétariat avec de stupides croyances de supériorité et de fierté qui rendent impossible l'unité de toutes les nations qui se battent séparément pour se libérer du Capital. Si tous les travailleurs des différentes nations pouvaient prendre part directement aux questions importantes qui les affectent, ces enjeux seraient rapidement résolus par les travailleurs eux-mêmes ».*

Le racisme existe entre une population d'une majorité ethnique et une population d'une minorité ethnique super-exploitée, mais il existe aussi entre les classes ouvrières de différents pays. On dit aux travailleurs et

aux travailleuses de blâmer et d'haïr les autres salarié-e-s (qui se distinguent par leur culture, leur langage, la couleur de leur peau ou d'autres attributions superficielles). Ce seraient eux et elles la cause de leur misère. Combien de fois a-t-on utilisé les immigrant-e-s et les réfugié-e-s comme bouc-émissaires pour la perte d'emplois ou de logements?

De cette façon, la rage des travailleurs et des travailleuses est détournée vers d'autres salarié-e-s (avec lesquels ils et elles ont presque tout en commun) au lieu d'être dirigée contre les capitalistes (avec qui les travailleurs et les travailleuses n'ont pratiquement rien en commun). Un simulacre d'intérêt commun est créé entre salarié-e-s et patrons d'un même pays.

Qui profite de tout cela?

Le racisme ne profite à aucun-e salarié-e. Même les ouvrier-e-s qui ne sont pas directement opprimé-e-s par le racisme y perdent au jeu, parce que le racisme divise la classe ouvrière. Les travailleurs blancs et les travailleuses blanches américain-e-s, par exemple, ne tirent aucun avantage de l'existence d'une minorité appauvrie et opprimée, formée de travailleurs noirs et de travailleuses noires américain-e-s qui peuvent être utilisé-e-s pour concurrencer les salaires et diminuer les conditions de travail et de vie.

De plus, les attitudes racistes font en sorte qu'il est très difficile d'unir les salarié-e-s contre les capitalistes pour combattre la distribution inégale des richesses et du pouvoir dans la société. Le racisme a été utilisé à maintes reprises pour casser les luttes ouvrières.

Plus la classe ouvrière est divisée, pires seront ses conditions de vie. Cet argument, maintes fois repris par le mouvement anarchiste (15), a été confirmé dans une étude réalisée par un sociologue américain. Ce dernier a mis à l'épreuve la thèse voulant que les ouvriers blancs et les ouvrières blanches bénéficient du racisme (16).

En comparant la situation d'ouvrier-e-s blanc-he-s et noir-es dans les 50 états des États-Unis, il a découvert

que moins il y a de discrimination salariale contre les ouvrier-es noir-es, plus les salaires des ouvrier-es blanc-he-s sont élevés. Deuxièmement, il a découvert que l'existence d'un groupe d'ouvrier-e-s pauvres et opprimé-e-s à cause de leur origine ethnique réduisait les salaires des ouvrier-e-s blanc-he-s (mais n'affectait pas beaucoup les gains des blanc-he-s de la classe moyenne et supérieure). Finalement, il a découvert que plus la discrimination raciale est importante, plus la pauvreté est présente pour les blanc-he-s de la classe ouvrière.

De tels faits contredisent l'idée voulant que la majorité de la population ouvrière tire des avantages matériels du racisme. La logique derrière cet argument présuppose que la population ouvrière bénéficiant de ces privilèges doit d'abord y « renoncer » avant que l'unité de la classe ouvrière ne soit possible. Un tel argument suppose également que les capitalistes adopteraient une stratégie qui profite systématiquement à une majorité de travailleurs et de travailleuses, ce qui est non seulement peu probable mais ne peut durer longtemps. De plus, cet argument implique que notre tâche politique immédiate doit être la redistribution des richesses parmi les ouvrier-e-s, et non de mener la lutte des classes contre le capitalisme. En d'autres mots, on demande à la majorité des salarié-e-s de se battre pour de pires conditions de travail.

Cette approche confond deux choses très différentes : l'oppression et le privilège. Il est vrai que nombre de salariés ne font pas directement face à l'oppression raciale, ce qui ne veut pas dire qu'ils et elles en profitent. Les deux termes sont distincts : bien qu'il soit oppressif d'être condamné à des salaires de crève faim, ce n'est pas pour autant un privilège que d'avoir un salaire décent.

Pourquoi les idées racistes sont-elles acceptées ?

Aucun des arguments élaborés dans cet article ne nie la possibilité que des fractions de la classe ouvrière puissent recevoir temporairement des

avantages de l'oppression raciale dans des circonstances spécifiques. Par exemple, la petite classe ouvrière blanche sud-africaine a reçu de véritables bénéfices de l'apartheid entre 1920 et 1980. Mais de façon générale, l'oppression raciale va fondamentalement à l'encontre des intérêts de la majorité des travailleurs et travailleuses, peu importe la couleur de leur peau.

Reconnaître le rôle primordial de la classe dominante capitaliste (soutenue par l'État) dans la promotion et l'exploitation de l'oppression raciale, ne revient pas à nier que beaucoup de gens de la classe ouvrière soutiennent souvent le racisme. Le racisme est très répandu au sein de la classe ouvrière. Cependant, ce soutien est bien plus un exemple concret de personnes agissant contre leurs propres intérêts que la preuve que les travailleurs et les travailleuses profitent du racisme.

Cependant, si le racisme ne fournit pas d'avantages pour les salarié-e-s, comment pouvons-nous expliquer un tel soutien pour des idées essentiellement irrationnelles?

La réponse réside dans le fait que des forces matérielles fonctionnent dans le but d'encourager le maintien de ces idées.

Le premier facteur qui explique cette situation est l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise. Les capitalistes ne gouvernent pas simplement par la force, ils gouvernent également en imposant une vision globale capitaliste. Comme l'indique Praxedis, « *la classe dominante, ceux qui contrôlent l'éducation et de la richesse des nations, nourrissent le prolétariat avec de stupides croyances de supériorité et de fierté* ». C'est le rôle de l'école, des médias, de la littérature et ainsi de suite. L'impact de cette propagande ne doit pas être sous-estimé.

Le deuxième facteur qui entre en ligne de compte sont les conditions matérielles de la classe ouvrière. Sous le capitalisme, la classe ouvrière souffre de la pauvreté, d'aliénation et de misère. De la même façon que les ouvrier-e-s peuvent se consoler dans la religion, ils et elles peuvent aussi compenser leur état de domination par une supposée supériorité raciale. Ce



sont les « *stupides croyances de supériorité et de fierté* » dont parle Praxedis.

De plus, les membres de la classe ouvrière entrent en compétition les unes avec les autres pour une quantité limitée d'emplois, de logements, etc. Face à cette situation, il est possible qu'ils et elles en viennent à blâmer d'autres groupes de la classe ouvrière pour leurs problèmes. Lorsque ces autres groupes sont culturellement ou physiquement distincts dans leur apparence, ce ressentiment peut être exprimé en des termes racistes: « *les maudits immigrants volent nos jobs* ».

Les opprimé-es divisé-es

Avec une vue d'ensemble, il est clair que le racisme est un produit du capitalisme. Fondamentalement, il va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière et paysanne.

Peut-on considérer que les capitalistes issus de groupes opprimés sont des alliés fiables dans la lutte contre le racisme? Non, ils ne le sont pas.

Les effets du racisme dépendent fondamentalement de la position de classe. Prenons le cas des États-Unis: bien que les moyennes nationales de revenus des blanc-he-s et des noir-e-s montrent un vaste écart entre les deux, lorsqu'on prend en compte le facteur de classe, les inégalités matérielles entre les ouvrier-e-s blanc-he-s et noir-e-s sont finalement assez limitées. Pris sous un autre angle, l'écart entre les conditions de ces deux groupes de travailleur et de travailleuses, d'un côté, et ceux de la classe supérieure, de l'autre, est beaucoup plus important.

(17)

Les intérêts de classe de cette élite lient ses membres au système capitaliste. Les chefs de police, les maires et les officiers des minorités ethniques sont tout autant les défenseurs du capitalisme que leurs homologues blancs. Ces groupes prendront le parti de l'élite blanche, si celle-ci leur permet de participer aux bénéfices.

Combattre le racisme

C'est le capitalisme qui produit continuellement les conditions permettant le développement de l'idéologie et de l'oppression raciste. Il va de soit qu'une véritable lutte contre le racisme peut seulement être menée par la classe ouvrière et paysanne. Ce sont les seules forces capables de renverser le système capitaliste. Le renversement du capitalisme fera en sorte de saper fondamentalement les racines sociales du racisme. Le renversement du capitalisme exige toutefois l'unification de la classe ouvrière et de la paysannerie à un niveau international, peu importe leur couleur ou leur nationalité.

La disparition du capitalisme et la mise en place du socialisme libertaire feront en sorte que les vastes ressources actuellement enchaînées aux besoins de la minorité bourgeoise soient placées sous le contrôle des prolétaires à travers la planète. Avec le communisme libertaire, il sera possible d'utiliser ces ressources pour créer l'égalité sociale et économique pour tous et toutes, nous donnant ainsi la capacité de se débarrasser de manière définitive de l'oppression raciale.

Cependant, cet article ne soutient

d'aucune manière qu'on doit attendre après la révolution pour lutter contre le racisme. Seule une classe ouvrière unie peut anéantir le racisme et le capitalisme. D'autre part, l'unité de la classe ouvrière ne peut être construite qu'en s'opposant à toutes les formes d'oppression et de préjugé. C'est le seul moyen de garantir le soutien de tous les secteurs de la classe ouvrière.

Il apparaît clairement que le racisme ne peut être combattu sur que sur une base de classe. C'est dans l'intérêt de tous et toutes les prolétaires de soutenir la lutte contre le racisme. Le racisme est un problème pour la classe ouvrière parce qu'il affecte les conditions de vie de tous et toutes les prolétaires, parce que la plupart des individus qui sont victimes du racisme sont des prolétaires.

L'ensemble de la classe ouvrière bénéficie de cette unité, y compris celles et ceux qui sont victimes du racisme. L'unité de classe permet non seulement de faire progresser leurs conditions de vie, mais prépare également l'assaut final contre le système capitaliste. Sans nier l'héroïsme, et, dans quelques cas, le rôle d'agent de radicalisation joué par des mouvements organisés sur une base «minoritaire», on doit admettre qu'à eux seuls, ils ne parviendront pas à renverser l'ordre actuel des choses. (18) L'unité est particulièrement importante sur les lieux de travail, où le fonctionnement de syndicats formés de travailleurs et de travailleuses de groupes «minoritaires» s'avère pratiquement impossible.

L'unité de la classe ouvrière ne peut être construite que sur la base d'une opposition claire et résolue contre toute forme de racisme. Si les autres segments de la classe ouvrière ne s'opposent pas au racisme, elles créent une situation par laquelle les nationalistes parviennent à lier les segments opprimés de la classe ouvrière

à leur propre bourgeoisie, puis les amener vers des campagnes «d'achat noir» et de bloc électoral. Les alternatives «lutte-de-classistes» et anarchistes doivent se présenter comme une alternative viable si elles veulent gagner le soutien de la classe ouvrière dans son ensemble.

Nos tâches

Le travail anti-raciste doit occuper une place prioritaire dans les activités de tous et toutes les anarchistes de lutte de classe. Ce travail est important, non seulement parce que nous nous



opposons à toute forme d'oppression, parce que les anarchistes sont depuis longtemps les adversaires du racisme, mais aussi parce que ce travail est un élément essentiel qui permettra d'unifier et de conscientiser la classe ouvrière. Sans cette unité, ni le racisme, ni le capitalisme ne pourront être consignés aux livres d'histoire.

À un niveau général, cette tâche peut se traduire par un travail actif dans les luttes et les campagnes anti-racistes, y compris avec des non-anarchistes (sans, bien sûr, perdre notre autonomie politique), de même que par une propagande continue contre le racisme dans nos publications, nos lieux de travail, nos syndicats et nos communautés.

Les lieux de travail sont des espaces particulièrement importants pour ces activités. C'est là que le capitalisme crée la plus grande pression sur l'unité ouvrière. C'est là que le mouvement ouvrier parvient ou non à répondre aux besoins de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses.

Plus concrètement, nous pouvons revendiquer des demandes qui s'appliqueront de façon égale à tous et toutes (de meilleurs salaires, le droit de se syndiquer, etc.), tout en amenant des

revendications qui répondront plus particulièrement aux besoins des segments de la classe ouvrière qui subissent la discrimination raciale (accès égal à l'éducation et au logement, fin de la discrimination et de la ségrégation dans les milieux de travail, etc.) Ainsi, nous devons nous battre pour de meilleurs logements pour tous et toutes. Nous devons bien sûr cibler les patrons mais nous ne devons tolérer aucun préjugé raciste, d'où qu'il vienne.

Il n'y a pas de contradiction entre la lutte des classes et la lutte contre le racisme. L'une ne peut réussir sans l'autre.

-Par la Workers Solidarity Federation (Afrique du Sud), traduit par le groupe La Commune (NEFAC-Montréal)

*Serveurs asservis : utilisé pour «indentured servants» qui ne possède pas de définition univoque. Ce terme fait référence à des travailleurs qui échangent leur force de travail gratuitement à un maître contractuellement. Ces contrats peuvent parfois durer toute une vie (NDT).

- 1) Eric Williams, 1944, *Capitalism and Slavery*. Andre Deutsch. p. 17. voir aussi Peter Fryer, 1988, *Black People in the British Empire*. Pluto Press. chapter 11.
- 2) Williams ne donne pas assez d'importance à l'esclavage dans les populations blanches.
- 3) Williams, p. 14.
- 4) Williams, p. 10.
- 5) Leo Huberman, 1947, *We, the People: the drama of America*. Monthly Review Press. p. 161.
- 6) Williams, pp. 18-9, 23-29.
- 7) Bill Freund, 1984, *The Making of Contemporary Africa: the development of African society since 1800*. Indiana University Press. p. 51.
- 8) Fryer, p. 64.
- 9) Williams, pp. 23-6; Huberman, p. 167-8.
- 10) Huberman, p. 167.
- 11) Voir Freund pour plus de références sur le cas africain.
- 12) Fryer, pp. 61-81; Freund.
- 13) And not to workers as Fryer claims, pp. 54-5. Ces arguments sont critiqués plus en profondeur par le 'Position Paper' de la WSF sur «l'anti-imperialisme».
- 14) Programa de la Liga Pan-Americana del Trabajo in *Articulos de Combate*, p. 124-5, cited in D. Poole, "The Anarchists and the Mexican Revolution, part 2: Praxedis G. Geurrero 1882-1910", *Anarchist Review*. No. 4. Cienfuegos Press.
- 15) Comme exemple, Ricardo Flores Magon and others, *To the Workers of the United States*, November 1914, reproduced as Appendix A, in Colin MacLachlan, 1991, *Anarchism and the Mexican Revolution: the political trials of Ricardo Flores Magon in the United States*. University of California Press. p. 123.
- 16) Al Szymanski, 1976, "Racial Discrimination and White Gain", in *American Sociological Review*, 41.
- 17) N. Chomsky, 1994, *Keeping the Rabble in Line*. AK Press. pp. 105-6.
- 18) Voir à cet effet "Race, Class and Organization: the view from the Workers Solidarity Federation (South Africa)", 1997, *Black Flag*, no. 212.

L'épineuse question autochtone au Canada: un cheval de bataille pour la droite

L'Histoire du Canada et du Québec, en particulier, est en grande partie l'histoire de la colonisation et de l'assimilation des autochtones, ainsi que de l'expropriation de leurs territoires communaux. Du génocide des Béotuks (Terre-Neuve), de la révolte des Cris et Métis de l'Ouest (1885) jusqu'à la crise d'Oka (1990), les rapports entre les communautés autochtones et les différents gouvernements ont été marqués par un mélange de mesures de répression et de protection, en fonction du contexte, mais surtout en fonction de la docilité à laquelle les autochtones se pliaient au désir des colonisateurs, en l'occurrence les entreprises européennes – notamment les compagnies de la Baie d'Hudson et du Nord-Ouest qui en demeurent les symboles – qui convoitaient les ressources naturelles de leurs territoires. Ces rapports expliquent en grande partie ce qui se passe aujourd'hui entre les « Blancs » et les Autochtones.

Les années 1990 et le début des années 2000 sont riches en exemples de luttes autochtones pour l'autodétermination et la préservation de leur cultures traditionnelles. Sans doute, la révolte des Mohawks à Kanesatake et Kahnawake en 1990 ont été une source d'inspiration pour de nombreuses communautés autochtones qui, laissées au contrôle de l'État, avaient perdu toute dignité et fierté de leurs valeurs. Ces nombreuses tentatives d'aller de nouveau vers l'autonomie et la dignité se sont heurtées à une sévère répression de l'État. Depuis la crise d'Oka, une épée de Damoclès plane au-dessus des communautés autochtones. En 1994, un plan du Gouvernement fédéral prévoyait l'invasion du territoire d'Akwesasne par

« Les minorités ethniques n'existent pas, il n'existe que de mauvaises frontières coloniales. » Citation rapportée par Henri Dorion

« Aucune culture, aucune religion, aucune civilisation n'est à l'abri de la destruction. » Jacques Ruffié

« Ab irato »: Dans un mouvement de colère

5000 soldats de l'armée canadienne et de la GRC. Officiellement, l'opération visait le démantèlement des réseaux de contrebande de tabac et d'alcool. Officieusement, il fallait briser un mouvement de révolte qui gagnait en appui parmi les populations autochtones et parmi de nombreux citoyens sensibles aux droits des Premières Nations. Des événements similaires à ceux d'Oka sont survenus à plusieurs endroits dans les années 1990 et ils ont été gérés de la même façon : manu militari. En 1995, la communauté de Ts'Peten (Gustafsen Lake), en Colombie-Britannique, a été envahie par la GRC. Pour l'État, il fallait mettre un terme à la tentative de cette communauté d'affirmer sa souveraineté sur son territoire traditionnel, mais plus important encore, empêcher que leur lutte ne devienne un exemple pour d'autres communautés autochtones. En Ontario, la communauté de Aazhoojena (Stoney Point) a vu l'OPP (l'Ontario Provincial Police) assassiner l'un de ses membres, Dudley George, qui n'était pourtant pas armé mais pratiquait plutôt la désobéissance civile. Ces communautés ont appris chèrement l'un des fondements de l'État-Nation : celui du monopole de l'exercice de la violence.

Ces luttes, qui défraient la manchette dans les mass média, nous sont aujourd'hui présentées comme le résultat d'activités criminelles de la part de bandes armées qui n'ont aucun respect pour la loi. Inutile de dire que cette loi est avant tout la loi du colonisateur, et que celle-ci représente pour les Autochtones, des années de colonisation et d'exploitation de leurs « biens » communs. Ce faisant, les médias commerciaux ne font qu'alimenter les préjugés et stéréotypes, trop faciles à avaler, tels que « les Indiens vivent au crochet de l'État »; « qu'il y a deux justices, une pour les Autochtones et une pour les Blancs »; « les Autochtones ne paient ni taxes ni impôts, et sont donc, plus riches que les Québécois »; « qu'ils vivent de la contrebande »; « qu'ils veulent s'approprié l'ensemble du territoire québécois »; etc. Ces préjugés sont sans fondements et témoignent d'une méconnaissance de l'histoire. En fait, la civilisation européenne qui s'est établie en Amérique du Nord a poussé les Autochtones dans une dépendance et leur a enlevé toute possibilité de se développer librement et dans l'autonomie.

Cette grogne qui règne aujourd'hui dans de nombreuses communautés

autochtones est le produit de cette histoire, dont nous explorerons brièvement quelques uns des aspects dans les lignes qui suivent. Parallèlement au mécontentement qui règne dans les communautés autochtones, on peut observer depuis quelques années la recrudescence du racisme à l'endroit de ces communautés. Même si la Crise d'Oka ne marque pas le point de départ de ce phénomène à l'égard des Autochtones, cet événement a été récupéré par de nombreux groupes nationalistes et extrémistes de droite pour dénoncer le « pouvoir des indiens » sur la société québécoise. Les événements survenus à Oka en 1990 sont d'autant plus significatifs car ils demeurent relativement récents dans l'imaginaire et dans la conscience de la société « blanche », mais également pour les autochtones qui ont pu constater que l'organisation, malgré toutes les difficultés que cela implique, pouvait leur redonner un pouvoir face au Gouvernement. Le face-à-face entre Lasagne et le soldat Cloutier demeure probablement l'un des souvenirs fortement ancrés dans la mémoire de ceux et celles qui ont suivi la crise en direct. Cependant, il importe surtout de se rappeler de la façon dont la crise s'est terminée : par le lynchage en direct de femmes, d'enfants et d'aînés mohawks non-armés par une foule de badauds « blancs » en colère d'avoir perdu l'accès à leur propriété, et comble de l'absurde, leur « révolte » était, contrairement aux Autochtones qui cherchaient alors à protéger une pinède ancestrale et à revendiquer leurs droits sur un territoire qui leur échappait de plus en plus, tout à fait justifiée.

Le racisme et le mépris à l'égard des Autochtones est manifeste dans l'histoire canadienne, mais depuis la crise d'Oka, il a peut-être pris de l'ampleur au Québec. La fin des années 1990 et le début des années 2000 ont été marquées par l'apparition de groupes de nationalistes blancs dans plusieurs régions du Québec. Parmi ces groupes, il y a les Pionniers (Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord), le Mouvement pour le droit des Blancs (Côte-Nord) et le Mouvement estrien pour le français (Estrie). Ces

groupes font particulièrement les manchettes depuis l'annonce de l'entente entre de nombreuses communautés, principalement innues (Montagnaises) et le Gouvernement québécois : l'Approche commune. Un résumé des arguments racistes nous démontre que le véritable primitivisme relève du comportement d'ignorants et de personnes conditionnées par des stéréotypes et des clichés qui sont ancrés dans les représentations ethnocentristes de l'histoire. Le « civilisé » devient le barbare, il devient ce qu'il déteste, une « bête ignoble et ignorante ». Selon Boudreault, il s'agit d'un primitivisme social puisque les accusateurs se complaisent à croire que les Autochtones, ces « maudits sauvages » sont les responsables du malaise social et du marasme économique qui règne dans les régions du Québec. La crise socio-économique et la démagogie de certains forment un dangereux cocktail qui engraisse le racisme.

Riche ou pas, les Nazis mettaient tous les Juifs dans le même bateau. Certains nationalistes québécois ont un raisonnement qui reproduit la même « logique » à l'égard des Autochtones : riche ou pas, corrompu ou non, les autochtones sont tous des « sauvages » qui profitent du système, des fainéants et des bons à rien qui vivent grassement sur le dos de la société québécoise. Leur argumentaire est à l'image de celui des premiers colonisateurs, pour qui le darwinisme social était une vérité scientifique, soit celui de la supériorité de la civilisation européenne sur les cultures traditionnelles. Un examen de l'histoire nous prouve pourtant le contraire. Les mouvements racistes qui émanent des régions et qui trouvent une certaine assise parmi les classes populaires ne se rendent pas compte que la source de leurs maux ne se trouve pas au sein des communautés autochtones mais principalement au niveau des conseils d'administration d'entreprises et des parlements, qui demeurent éloignés de leurs régions et de leurs intérêts. Les véritables profiteurs du système ne sont pas les Autochtones, mais ceux qui mettent en valeur les ressources naturelles de leurs territoires, à savoir

les industries minières, forestières et énergétiques.

La création des réserves autochtones

« Dans les années 1830, le gouverneur de la colonie anglaise, Sir James Kempt, propose d'installer les Autochtones dans des villages sur des terres cultivables. Dans chacun de ces villages doit vivre un missionnaire et un agent des Affaires indiennes. C'est l'origine de la politique des réserves indiennes, dont l'objectif officiel est de rendre les Autochtones autonomes en leur permettant de tirer leur subsistance de la terre. On soupçonne facilement que le véritable objectif gouvernemental est de libérer le titre foncier des terres ancestrales autochtones – et par le fait même de la présence des Autochtones sur ces terres – aux fins de la colonisation et de l'industrie forestière. Cette tentative d'assimilation par la transformation des membres de nations nomades en citoyens sédentaires se soldera par un échec [relatif]. » (René Boudreault, *Du mépris au respect mutuel*, p. 32).

Au début du 19^{ème} siècle, les colonisateurs européens ont commencé à étendre leur emprise sur le territoire au-delà des rives du fleuve Saint-Laurent, repoussant de nombreux peuples autochtones vers le Nord, les privant ainsi de leurs domaines territoriaux traditionnels. Cet exode, qui durera 50 ans et qui sera notamment favorisé par l'abattage systématique de la partie septentrionale de la forêt boréale, autrefois surplombée par les grands pins blancs, allait être suivi par la création des premières réserves autochtones au Québec. Le territoire sur lequel elles vivaient leur échappant de plus en plus suite à l'envahissement progressif des colons de descendance européenne, plusieurs nations autochtones sont contraintes, au milieu du 19^{ème} siècle, à demander une aide alimentaire ainsi que la création de réserves pour la chasse, la pêche et la cueillette. En 1840, les Innus (les Montagnais), les Atikamekw et la communauté Anishnabe (les Algonquins) demandèrent donc au gouvernement colonial de leur garantir un espace « sécurisé » par l'envoi de

multiples pétitions. En 1850, les réserves de Maniwaki et de Timiskaming furent donc créées. Le gouvernement céda alors 100 000 acres aux Anishnabes. Depuis, cette communauté a perdu le contrôle sur la quasi totalité de ce territoire (95 000 acres) suite aux nombreux dépeçages initiés par le gouvernement sous les pressions des entreprises privées et publiques, qui elles aussi doivent se déplacer une fois que les ressources naturelles ont été épuisées à un endroit donné. L'exode des autochtones est aujourd'hui suivi d'un exode industriel, ce qui prive davantage l'accès des Premières nations au territoire.

C'est principalement au cours de cette période que les contradictions entre les économies autochtones et modernes sont apparues au grand jour. Selon le rythme, les besoins et les intérêts des colonisateurs, les communautés autochtones sont progressivement dépossédées de leurs territoires ancestraux et de leurs droits acquis en vertu des premiers traités signés avec les Anglais et les Français :

« Les peuples autochtones ont été physiquement déracinés : on leur refusait l'accès à leurs territoires traditionnels et, dans bien des cas, on les a forcés à se rendre dans de nouveaux endroits que les autorités coloniales avaient choisis pour eux. Ils ont été également déracinés sur les plans social et culturel : assujettis aux efforts intensifs des missionnaires, ils se sont fait imposer des écoles qui ont réduit leur capacité de transmettre leurs valeurs traditionnelles à leurs enfants, qui leur inculquaient des valeurs victoriennes à dominante masculine et qui attaquaient leurs valeurs traditionnelles comme les danses et autres cérémonies symboliques. » (Commission royale sur les peuples autochtones)

En ce qui concerne les mesures de « protection » adoptées par les différents gouvernements à l'endroit des communautés autochtones, la création des premières réserves et la généralisation progressive de cette mesure à leur égard est sans doute l'un des aspects importants au plan historique du rapport entre les descen-

dants européens et les Autochtones. La création de réserves avait pour objectif de protéger les droits ancestraux des communautés autochtones sur des territoires clairement délimités. Cependant, et c'est là que se trouve le cœur du problème, l'encadrement des communautés autochtones, notamment par l'éducation à l'européenne, devait « *contrer la réticence profondément ancrée dans la culture et la mentalité des Autochtones, étrangères à la propriété, à l'accumulation des biens matériels, à la prévoyance et au goût de l'argent* ».



De mesures de « protection », la création de réserves est progressivement devenue un outil permettant la mise sous tutelle des communautés autochtones par le gouvernement fédéral. Cette mise sous tutelle a permis l'exploitation des ressources naturelles des territoires autochtones, laissant aux communautés un espace minimal sur lequel elles ont pouvoir de gestion, et qui se limite aujourd'hui au niveau du « village » de la réserve. Les territoires « réservés » aux communautés autochtones du Québec sont aujourd'hui gérés conjointement par le Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et par le Secrétariat aux affaires autochtones du Québec. L'allocation annuelle versée par le Gouvernement fédéral aux Conseils de Bande doit pourvoir à tous les besoins des communautés, à savoir la construction, l'entretien des maisons, des écoles, et à la provision de services collectifs et indivi-

duels.

Si les sommes accordées aux communautés par le gouvernement peuvent nous sembler considérables, il faut les comparer aux sommes versées aux investisseurs privés, qui assurent l'exploitation du territoire. Malgré l'importance des sommes versées aux Conseils de bande, les communautés autochtones ne disposent pas de la même marge de crédit que les entrepreneurs « blancs » pour assurer le développement socio-économique de leurs territoires. Par exemple, la communauté anishnabe dépose annuellement huit millions de dollars à la caisse populaire de Notre-Dame-du-Nord et dispose d'une marge de crédit de 50 000\$. Un investisseur « blanc », qui disposerait d'une somme équivalente, est capable, en revanche, d'aller chercher l'équivalent en crédits, ce qui relève bien évidemment d'un racisme à l'endroit des Autochtones, qui laissés à eux-mêmes, doivent céder le pas aux multinationales – à la Noranda, à Abitibi-Consolidated ou à Hydro-Québec – pour le développement socio-économique de leurs territoires.

En ce qui concerne l'intégration des peuples autochtones aux différents projets de développement minier, forestier ou hydroélectrique, ces entreprises ont même recours à des anthropologues, qui eux, prodiguent conseils et expertises aux entrepreneurs pour qu'ils adaptent leur projets aux cultures traditionnelles. Au fil des années, l'anthropologie est devenue en quelque sorte une arme dont disposent les entreprises colonisatrices pour vendre leurs projets aux communautés autochtones. L'inclusion de « clauses culturelles » dans les conventions, traités et dans le cadre de projets de développement repose cependant sur une contradiction : la domination économique, politique et technologique découlant de la modernité capitaliste contribue à la destruction des cultures traditionnelles. La récupération du concept de culture par le pouvoir « blanc » sert en fait à diluer celle-ci au point où la culture traditionnelle est réduite à de simples marchandises tels que les services offerts par des musées d'interprétation ou par la créa-

tion de boutiques-souvenirs où on vend différents objets traditionnels, pas pour leur usage, mais pour leur valeur en tant que marchandise culturelle. Somme toute, l'anthropologie sert à faire du « sauvage » un « sauvage civilisé et moderne ».

Dans la communauté du Lac Barrière, située en plein cœur du Parc de la Vérendrye, 480 personnes doivent vivre dans 58 maisons, ce qui laisse en moyenne plus de huit personnes par maison. Dans ce village, aucune maison n'a été construite depuis 20 ans et l'électricité ne s'y rend toujours pas, même si le village est situé qu'à sept kilomètres de la route 117. Si Hydro-Québec tarde à brancher une communauté comme celle du Lac Barrière, on ne peut dire qu'elle est aussi lente à harnacher les rivières sur lesquelles ces communautés comptaient autrefois pour assurer leur subsistance et à débrancher les mauvais payeurs. Par exemple, la communauté du Lac Barrière a vu sa rivière « détournée » à 42 reprises, et ce, sans qu'aucune compensation ne leur soit versée. Hydro-Québec engrange des profits records au détriment de ces communautés, qui elles, n'ont même pas droit aux miettes que procure le développement hydroélectrique.

L'argument « raciste » comme quoi les Autochtones ont droit à une retraite dorée dans des villas de luxe ne tient évidemment pas la route lorsqu'on voit la réalité sociale au sein des communautés autochtones, une réalité comparable à de nombreuses communautés du Tiers-Monde, et ce dans un pays qui a la réputation de veiller au développement socio-économique et culturel de tous les citoyens. Certes, il faut mentionner que si nos gouvernements et les entreprises colonisatrices sont en grande partie responsables des maux qui hantent les communautés autochtones, la responsabilité des difficultés incombent également aux élites de ces communautés qui ont vite appris ce que le pouvoir pouvait leur apporter, notamment la possibilité de détourner des fonds publics à des fins personnelles. Certaines mauvaises langues, dont le langage des suprématistes blancs,

affirment que les problèmes de corruption – de patronage, de clientélisme et de népotisme – sont pire dans les réserves que dans le monde « blanc et civilisé ». Toutefois, l'élite blanche de souche européenne, n'a rien à envier à la classe dirigeante autochtone. Les problèmes de mauvaise gestion dans les réserves autochtones sont sans aucune mesure avec le scandale des commandites, ou ceux des empires corporatistes de Wall Street et de Bay Street (Enron, Time-Warner, l'Empire médiatique Hollinger de Conrad Black, etc.).

L'emprise d'Hydro-Québec, des industries minières et forestières

L'univers forestier, qui a permis aux Autochtones de vivre et de se reproduire pendant des millénaires est aujourd'hui grandement menacé. Si la déforestation menace nos écosystèmes, elle est également un point de non retour pour les communautés traditionnelles qui dépendent de la forêt pour assurer, en partie, leur subsistance mais également pour la préservation de leur culture. Un rapport, publié récemment, souligne que les forêts du Canada sont de plus en plus contrôlées par les grandes sociétés forestières, même si celles-ci demeurent publiques devant la loi.

L'organisation Global Forest Watch Canada a constaté que le contrôle des 13 plus grandes entreprises forestières sur la forêt publique s'est accru de 9% entre l'année 2000 et 2003. Ces entreprises contrôlent aujourd'hui 57% des espaces forestiers qui sont disponibles à la commercialisation. Les cinq principales sociétés privées détiennent aujourd'hui des droits sur 100 millions d'hectares de forêt publique – une superficie plus grande que l'Ontario. Les zones forestières faisant l'objet de coupes se sont accrues de 50% au Canada depuis 1975, et elles sont aujourd'hui principalement situées dans la forêt boréale, là où le colonisateur blanc avait repoussé les communautés autochtones dans un premier temps. L'exode de ces communautés est aujourd'hui suivi de l'exode de l'industrie forestière, qui pousse les

limites de l'exploitation industrielle toujours plus au Nord. De nombreuses études indépendantes soulignent que les véritables maîtres de la forêt québécoise sont les multinationales du bois et les grandes sociétés papetières, qui se sont habilement approprié la forêt publique en s'assurant la complicité de l'État. D'une gestion traditionnelle et écologiste, assurée par les communautés autochtones, la gestion de la forêt est passée aux mains de l'État avec la colonisation, et aujourd'hui, à l'industrie forestière qui se l'est appropriée au détriment de deux communautés, celle des travailleursEUSEs et des Autochtones. Quel sort est réservé aux communautés autochtones et rurales maintenant que l'appétit des forestières lorgne toujours plus loin vers le Nord? Après la destruction systématique de la grande forêt boréale il ne restera que désolation et désarroi pour deux communautés qui ont pourtant un intérêt en commun : la prise de contrôle de leur territoire pour que celui-ci serve enfin à leurs communautés plutôt qu'aux appétits voraces d'investisseurs privés de Toronto ou de New York, lieux cultes du capitalisme nord-américain d'où les richesses émanant de la nature et du travail humain sont pillées et gaspillées.

La Convention de la Baie-James (1975) : un vent d'exploitation souffle dans le Nord du Québec

Si la création des réserves marque la mise sous tutelle des communautés autochtones par l'État canadien, la Convention de la Baie James représente, quant à elle, le point de départ de la mise sous tutelle des territoires communaux, lieux de production et de reproduction sociale pour les autochtones, par Hydro-Québec. Dans les faits, la Convention de la Baie James fait d'Hydro-Québec le principal détenteur de nombreux territoires où sont présentes de nombreuses communautés autochtones (Cris et Inuits, etc.). Plus de trente années se sont écoulées depuis la signature de la Convention de la Baie James et Hydro-Québec demeure certes l'un

des principaux acteurs en ce qui concerne l'appropriation des terres autochtones.

Les véritables pionniers : «Blancs» ou Autochtones?

L'un des mouvements nationalistes dont il est ici question se nomme les Pionniers. Fiers descendants des premiers colons, ces derniers se complaisent à croire que le développement de leurs régions est strictement le résultat de leur labeur. Là encore, la falsification de l'histoire s'avère problématique puisque les entreprises coloniales qui se sont établies sur la Côte-Nord, en Abitibi ou au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ont bénéficiées du savoir autochtone en matière d'exploration du territoire. Nombreux sont les sites d'exploitation minière et forestière qui ont été découverts par les Innus de la Côte-Nord. Sans l'aide de ces communautés, des entreprises telles que la Iron Ore Company auraient probablement mis plusieurs années avant de pouvoir exploiter les ressources naturelles de la région. Sans l'aide des communautés autochtones, les premiers colons auraient probablement eu davantage de difficultés à assurer leur subsistance. Ce sont les Autochtones qui ont enseigné aux « Blancs » où chasser et pêcher. Par la suite, les meilleurs territoires de chasse et de pêche ont acquis un statut particulier lorsque les bourgeoisies anglaises et américaines en ont fait leur terrain de jeu. L'appropriation de ces territoires s'est fait au détriment des communautés autochtones, qui ont pourtant contribué de façon significative à l'émergence de ces industriels, dont le mépris à l'endroit des Autochtones est manifeste dans l'histoire. Dans les dernières décennies, ces vastes domaines appartenant jadis à la bourgeoisie anglophone ont été nationalisés et sont devenus accessibles au public, notamment sous la forme de zones d'exploitation contrôlées (ZEC). La démocratisation de ce loisir s'est fait, encore là, au détriment des Autochtones puisqu'aujourd'hui, des groupes de chasseurs blancs, notamment parmi les membres des groupes

nommés plus haut, s'opposent au retour des communautés autochtones sur ces territoires. Ils prétendent que les Autochtones vont leur voler leurs sites de chasse et de pêche et qu'ils vont piller la richesse faunique et halieutique. Pourtant, la logique de la propriété privée ne fait pas partie de la culture des Autochtones, et encore moins celle de chasser et pêcher sans limites. Qui est vraiment responsable de la diminution du gibier et des poissons dans les cours d'eau? La réponse est complexe mais le souvenir des parties de chasse de la bourgeoisie, exhibant fièrement leur prises en quantité industrielle témoigne de leur mégalomanie et de leur manque de respect à l'endroit de la nature. Que dire des pratiques forestières des multinationales qui, en détruisant les habitats forestiers, menacent la reproduction des espèces fauniques. Sans compter les pratiques d'Hydro-Québec à l'endroit des cours d'eau, des pratiques qui contaminent les cours d'eau et menacent la biodiversité.

L'Enquête scientifique et technique du Gouvernement québécois sur la gestion des forêts publiques

Suite à la parution du documentaire *l'Erreur boréale* de Robert Monderie et de Richard Desjardins, on a pu constater que la forêt publique échappait de plus en plus au contrôle des populations qui en dépendent pour assurer leur subsistance. Le constat tiré par les auteurs et d'autres groupes écologistes a suscité l'indignation d'un nombre croissant de personnes, ce qui a forcé le Gouvernement du Québec à tenir une commission d'enquête sur la gestion de la forêt publique. Les travaux de cette commission débiteront prochainement, mais d'ores et déjà, celle-ci a reconnu que la forêt québécoise est surexploitée. Toutefois, et malgré ses aveux, le Gouvernement n'a même pas cru opportun d'inviter des représentants des communautés autochtones au sein de la commission, alors que les Autochtones sont pourtant bel et bien les habitants traditionnels de cette forêt. Les communautés autochtones sont non seulement

dépossédées progressivement de leurs territoires mais également de la gestion du problème que pose l'exploitation industrielle de la forêt. En fait, cette pseudo-commission d'enquête publique sur l'avenir de la forêt publique ne parle que le langage du pouvoir, celui de l'État et des industriels, et que cette novlangue est inhérente pour n'importe lequel être humain qui perçoit la forêt comme un espace de vie et non comme une simple marchandise.

Conclusion

En guise de conclusion, on se doit d'être réaliste et force est de constater que les vrais maîtres du territoire québécois ne sont pas les Autochtones mais les sociétés minières, forestières et Hydro-Québec qui contrôlent de plus en plus les richesses de ces territoires et qui façonnent le paysage de ceux-ci. Si rien n'est fait dans les prochaines années, les problèmes auxquels font face les communautés autochtones vont sans doute s'aggraver. Le problème ne s'arrête pas là puisque l'œuvre de destruction des écosystèmes naturels par les sociétés forestières, minières et Hydro-Québec ne menace pas simplement les communautés autochtones mais également les communautés rurales, qui dépendent grandement de ces emplois. Une fois qu'elles ont tout pillé, ces industries ne se font pas prier et ne démontrent aucun complexe à fermer puis délocaliser leur exploitation comme en fait foi le récent exemple de l'usine d'Abitibi-Consolidated au Saguenay. Les communautés autochtones et les gens des régions ont un intérêt en commun : ils doivent reprendre le contrôle de leur communauté pour assurer eux-même le développement socio-économique de leur territoire. La citation en exergue nous rappelle que nulle civilisation n'est à l'abri de la destruction. Il se peut qu'un jour le monde capitaliste s'effondre. À ce moment, nous hériterons de la terre et nous pourrons enfin envisager de régler définitivement les problèmes de notre monde.

EI Bolo

Sur les traces de l'anarchisme au Québec

Quatrième partie : les années '20 et '30

Dans l'un de ses livres sur l'histoire du mouvement socialiste au Québec, le dissident communiste Henri Gagnon décrit en ces termes le paysage politique des années '20 et '30 : « *Au cours de cette période, il existait à Montréal plusieurs groupes, appartenant à différentes écoles de pensée socialistes. Il y avait des anarchistes, des libres penseurs et des anticléricaux, mais aucun de ces groupements n'avaient de structure, qui leur aurait permis de conduire un combat quelconque. Leurs activités se résument en des palabres au restaurant North Eastern, au Carré Viger, au Parc Lafontaine et d'autres endroits publics. L'Histoire nous a laissé peu de ces groupes, qui s'efforçaient de transformer le monde par la parole et l'éducation, ce qu'ils croyaient être la clef du progrès* » (1).

Malgré leur petit nombre, les libertaires consacrent effectivement beaucoup d'énergie à la propagande et à l'éducation populaire. Toutefois, leur implication sociale dépasse largement le seul champ des idées. En fait, les libertaires furent partie prenante des principaux combats qui agitèrent la société québécoise dans l'entre-deux guerres, à commencer par la lutte des sans-emplois au cours de la grande crise économique des années '30.

Un contexte difficile

L'échec relatif de la grève générale de Winnipeg et le triomphe de la révolution d'octobre en Russie draine de nombreux-euses militantes révolutionnaires vers le Worker's Party, l'ancêtre du Parti Communiste. Créé en 1922, le Worker's Party cherche à marginaliser par tous les moyens le courant syndicaliste révolutionnaire incarné par la One Big Union (OBU).



Après avoir compté plus de 50 000 membres au début des années '20, ce syndicat pan-canadien ne cesse de perdre des plumes. Au Québec, l'Union industrielle des campeurs et producteurs de bois quitte la One Big Union. Certains persistent tout de même sur la voie du syndicalisme révolutionnaire et de l'autonomie ouvrière. En 1925 et 1926, deux unités de l'OBU sont en activité à Montréal. L'une regroupe des travailleurs francophones de différentes professions. L'autre est formée de métallurgistes des ateliers Angus, situés dans l'est de Montréal. Les « shops » Angus sont depuis le début du siècle l'un des principaux bastions du syndicalisme révolutionnaire à Montréal. En 1927, la One Big Union fait quelques gains, notamment auprès des travailleurs de la Montreal Heat and Light Company qui changent leur affiliation syndicale en passant de l'AFL (American Federation of Labor) à l'OBU. Des ouvriers des chemins de fer du

Canadien National, des emballleurs montréalais et des mineurs de Rouyn se joignent également à la One Big Union, ce qui porte à quatre le nombre d'unités actives au Québec. Ce sont les derniers soubresauts de ce syndicat dans la province. Après cette date, on perd la trace de l'OBU à Montréal comme à Rouyn. Tout porte à croire que la One Big Union au Québec n'a pas survécu à la crise économique des années '30, ni aux attaques répétées de la police et des léninistes contre ses activités.

Un vent de dissidence

Si le Worker's Party s'implante au Québec dès 1922, cette formation politique connaît rapidement des défections. C'est le cas d'Albert Saint-Martin (1865-1947), l'une des figures de proue du mouvement socialiste au Québec. En 1923, St-Martin tente sans succès de faire reconnaître par l'Internationale Communiste un Parti communiste autonome au Canada-français. Devant l'échec de sa démarche (Moscou ne reconnaissant pas aux francophones le droit d'association à l'extérieur du PC canadien), il rompt avec la majorité bolchévique du Worker's Party et fonde en 1925 l'Université ouvrière. Pendant plus de dix ans, l'Université ouvrière servira de base de repli pour les anarchistes et les révolutionnaires non-inféodés au Parti Communiste. Elle fonctionne comme un forum public hebdomadaire où chacun peut prononcer une conférence ou intervenir dans le débat qui suit. L'Université ouvrière compte également une bibliothèque ouverte aux membres, moyennant une contribution (à vie) de 1\$. Le syndicaliste montréalais Kent Rowley garde ce souvenir : « *des centaines de travailleurs venaient écouter des dénonciations les plus virulentes de l'Église et de la classe*

capitaliste en fumant leur pipe. En montant l'escalier qui menait à la salle, on passait sous un grand tableau représentant Jésus-Christ avec un couteau dégouliant de sang d'un tra -
vailleur qu'il venait de poignarder . Et les milliers de travailleurs canadiens-français saluaient cette image en pas -
sant » (2).

Saint-Martin n'est pas seul dans cette aventure. On retrouve à ses côtés Gaston Pilon, un libre-penseur anticlérical prônant l'amour libre, mais aussi Paul Faure, un militant anarchiste arrivé de France quelques années auparavant. La correspondance de Faure avec l'anarchiste individualiste Émile Armand nous fournit quelques indications sur l'état d'esprit qui règne à l'Université ouvrière. « [c'était] un groupement où socialistes, libres-pen -
seurs, communistes, anarchistes se retrouvaient et souvent s'enguirlan -
daient ». Paul Faure est un personnage-clé dans l'histoire des idées anar -
chistes au Québec. Pendant plus de 30 ans, il distribue de la littérature libertaire qu'il importe directement de France. Qu'il s'agisse des oeuvres d'auteurs « classiques » comme Proudhon, Tolstoy ou Reclus, de bro -
chures sur la question de l'amour libre et de l'anti-cléricalisme, Faure se dépense sans compter pour faire connaître aux francophones les idées libertaires. Le « best-seller » anar -
chiste à Montréal dans les années '20 est sans doute *Les 12 preuves de l'inexistence de Dieu* écrit par Sébastien Faure. Albert Saint-Martin adapte le contenu de cette brochure pour en faire une conférence qui marquera bien des esprits... y compris celui du clergé, qui voit d'un oeil de plus en plus méfiant les activités de l'Université ouvrière.

La relative bonne entente entre anarchistes et communistes ne durera pas longtemps. Deux ans après sa fondation, un groupe de jeunes com -
munistes tente de liquider l'Université ouvrière. On lui reproche son indépendance vis-à-vis la ligne défendue par le Parti Communiste. Saint-Martin s'op -
pose vigoureusement à cette démarche, lui qui a développé au fil du temps des positions anti-bolchéviques. Aux yeux de Tim Buck, leader du Parti

Communiste, Saint-Martin est un « nationaliste », un « anarcho-communiste ». On finit par trancher la poire en deux : les communistes membres de l'Université ouvrière fonderont une cellule bien à eux, laissant la voie libre aux efforts de Saint-Martin, de Pilon et des anar -
chistes.

Emma Goldman à Montréal

Pendant que les libertaires francophones s'activent autour de l'Université ouvrière, une militante anarchiste bien connue revient au Québec après plus de quinze ans d'absence. Il s'agit évidemment d'Emma Goldman (1869-1939). Arrivée au port de Québec le 15 octobre 1926, elle se dirige rapidement vers Montréal. À la fin du mois, Goldman commence une série de conférences publiques. Elle fait une présentation en anglais devant un auditoire de 700 personnes réunies au His Majesty's Theatre sur la crise politique en Russie. Au cours de cette conférence, elle pourfend l'autoritaris -
me des bolcheviks et le conservatisme prévalant dans les pays capitalistes, tout en présentant l'anarchisme comme une alternative politique à ces deux systèmes liberticides. Goldman poursuit ce travail tout au long du mois de novembre. Elle s'adresse la plupart du temps en yiddish à ses auditoires, qu'elle juge trop petits. En fait, Goldman est déçue par l'état de désorganisation qui règne dans le milieu anarchiste montréalais. Elle ne par -
vient pas à créer de véritables contacts avec des anglophones. Quand aux francophones, ils semblent vivre sur une autre planète. Tout au long de son séjour, Goldman essuie les critiques du Parti Communiste qui n'hésite pas à la dénoncer publiquement ou à organiser des événements pour lui nuire. Il est vrai que l'objectif de Goldman est de lever des fonds pour soutenir les prisonniers politiques en Russie! Elle parvient d'ailleurs à ramasser plu -
sieurs centaines de dollars en six semaines, plus que pendant deux ans à Londres. Mais à ses yeux, le résultat



le plus encourageant de ce séjour à Montréal demeure la création d'un comité de lutte pour les prisonniers politiques, la Women's Relief Society for the Political Prisoners in Russia, formé de militantes d'origine juive. Arrêtons-nous quelques instants sur l'une d'entre elles, Lena Slakman.

Lena Slakman (née Lena Hendler) est née à Vilna (Lituanie) en décembre 1872. Après avoir immigré à New-York en 1897, elle s'établit à Montréal en 1901 avec son mari, Louis Slakman, qui travaille dans une manufacture de vêtement pour dame. Elle s'implique rapidement dans le mouve -
ment anarchiste juif montréalais. Jusqu'en 1937, l'appartement des Slakman, situé au 150 ave. Prudhomme, héberge les anarchistes de passage en ville, comme Rudolf Rocker, Alexander Berkman ou Emma Goldman. Lena Slakman retourne vivre à New-York en 1938. Elle demeurera une anarchiste et une socialiste jusqu'à sa mort en 1975, à l'âge de 102 ans (3).

En 1928, la Women's Relief Society invite de nouveau Emma Goldman pour une autre série de conférences. Elle prononce trois allo -
cutions, dont l'une sur le contrôle des

naissances. Grâce à ces présentations et aux autres activités organisées par le comité tout au long de l'année, la Women's Relief Society recueillera plus de 500\$ pour venir en aide aux prisonniers politiques anarchistes de Russie.

Mais il n'y a pas qu'en Russie qu'on emprisonne et qu'on tue des anarchistes. C'est aussi le cas aux États-Unis, où l'on vient d'exécuter Nicolas Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Ces deux anarchistes d'origine italienne sont condamnés à mort suite à l'assassinat de deux convoyeurs de fonds, crime qu'ils n'ont pas commis. Lors de la fête internationale des travailleuses le 1er mai 1928, Saint-Martin prend la parole au nom d'un nouveau groupe qui fera bientôt parler de lui, le mouvement Spartakus. Il rappelle à la foule la mémoire de ces martyrs de la cause prolétarienne, qui ont cru jusqu'à la fin en leur idéal de liberté.

Les libertaires face à la crise

Après avoir publié en 1913 une brochure anti-militariste aux forts accents libertaires, Jean Valjean persiste et signe. Il sort en 1922 un deuxième pamphlet (*La crise*) s'adressant aux chômeurs. Il s'agit de la transcription d'une conférence prononcée devant les membres de la « Ligue » des Sans-Travail. Cette brochure de 32 pages est tirée à plus de 4000 copies. D'entrée de jeu, Valjean précise sa perspective politique : « *mes idées ne sont pas celles de tout le monde, quelques-uns en seront peut-être scandalisés, mais j'estime que toute opinion de bonne foi a le droit de s'exprimer. Les opinions libres sont rares, je puis vous assurer que les miennes possèdent au moins cette qualité. Je ne suis inféodé à aucun parti, je ne suis dominé par aucun intérêt et je plaide une cause pour laquelle la personne ne paie* ». Son plaidoyer aux chômeurs commence par une dénonciation en règle du système capitaliste : « *La seule harmonie entre le capital et le travail est celle qui existe entre le loup et l'agneau, entre la poule et le renard. Le capital est un animal féroce, sans cœur ni âme, qui n'est ni carnivore ni herbivore, mais* »

travailleur » ; il ne connaît rien d'autre que son appétit vorace ». L'analyse de Valjean n'est pas différente de celle des anarchistes aujourd'hui : « *le capitalisme est une agglomération d'exploitations qui s'enchaînent et se tiennent. (...) L'harmonie entre le Capital et le travail est une utopie, un non sens, et ceux qui la prêchent sont ou des niais ou des fourbes* ».

Il poursuit sa charge en dénonçant la mascarade idéologique de la société marchande : « *toutes les façades, tous les mottos, toutes les déclarations de principes ne sont-ils pas des masques et des hypocrisies? Souveraineté du peuple – Égalité devant la loi – Dévouement aux intérêts publics – Les intelligents électeurs – Les biens aimés soldats – La recon naissance de la patrie – Nos chers lecteurs – Nos bons clients – Notre unique souci de servir le public, de plaire à notre clientèle – Le prospectus du financier, l'éloquence de l'avocat, le sourire du commis, la poignée de main du marchand, le clin-d'oeil de la cocotte, et toutes les protestations, les courbettes et les grimaces dont s'agrémentent la transaction des affaires publiques ou privées ne sont que des blagues conventionnelles qui ne trompent plus que les badauds; sous ce vernis, usé et sali, pas loin de la surface, on trouve partout la même réalité : le désir et la volonté d'exploiter les autres* ». Valjean poursuit ensuite les chefs de toutes sortes (leaders unionistes, politiciens et curés) qui proposent de fausses solutions aux maux qui affligent les sans-emplois : « *ceux qui promettent aux travailleurs la meilleure part dans l'autre monde sont ceux-là même qui la prennent ici en toute occasion. Ils n'ont jamais fait un mauvais marché avec les travailleurs, c'est même pour cela qu'ils sont riches et que vous êtes pauvres. (...) Si ce ne sont pas les maîtres eux-mêmes, ce sont leurs porte-paroles, les plus ardents défenseurs du statu-quo, de la propriété capitaliste et du salariat, de la richesse et de la pauvreté* ».

Après avoir insisté sur les rouages du système actuel (« *Il n'est pas défendu de voler, il est défendu de voler contrairement aux règles* ») et dénoncé la supposée liberté garantie à

tous (« *Notre liberté est un mythe, nos désirs sont des rêves* »), Valjean termine sa présentation sur une note combative, qui annonce le changement à venir : « *Je conclus en disant que l'état de marasme, de dépression et de paralysie où nous sommes, qui n'est pas une crise passagère, mais un état permanent, ne pourra être changé qu'en sortant des voies qui nous y ont conduits. Il faut briser les cadres qui se sont constitués, qui maintiennent une moitié de l'humanité perpétuellement enfermée dans les cités comme des troupeaux dans des bergeries trop étroites, et l'autre moitié éparpillée dans des espaces immenses, sur des territoires à peine cultivés. (...) Pour cela, il faut décentraliser et réorganiser la vie économique et sociale. Il faut créer des établissements mixtes, à la fois industriels et agricoles, pouvant vivre de leurs propres ressources, ou presque (...). Et pour cela, il faut abolir le profit, qui prend tous nos soins, afin de pouvoir travailler pour nous-mêmes. (...) Le profit est l'ennemi du genre humain, et comme la source du profit est la propriété privée des choses nécessaires à la vie commune, il faut plonger le scalpel au plus profond des entrailles de la société pour aller en couper les racines. Cette opération fera couler beaucoup de sang, mais la vie de la malade en dépend, le salut du monde est là. Il n'y a pas d'autres moyens de mettre fin à la crise* » (4).

Le pire de la crise dont parle Valjean reste pourtant à venir. Elle se déchaîne en 1929, suite au krach de la bourse de New-York. L'onde de choc touche rapidement Montréal et fait des milliers de victimes. Le taux de chômage explose, la pauvreté et la faim deviennent le lot de la majorité. Les anarchistes n'y échappent pas. Paul Faure en témoigne dans une lettre à Émile Armand, datée du 21 octobre 1931. Il n'a plus d'argent pour faire venir des livres de France : « *Très en retard pour payer mes dettes. Disons que les affaires périclitent. Je dirais même que la situation devient catastrophique. Quand à l'issue, je ne vois que misère grandissante et la mort par inanition, devant une montagne de bonnes choses. Bref, c'est le chaos*

économique et moral ». Malgré les difficultés, les libertaires ne restent pas les bras croisés. En 1930, deux militants anticléricaux proches de l'Université ouvrière, les frères Abel et Émile Godin, fondent l'Association humanitaire. Le groupe pratique l'action directe pour régler les cas d'évictions qui ne cessent de se multiplier. L'Association recommande aux locataires expulsés d'occuper les édifices publics jusqu'à l'obtention d'un nouveau logement. Selon l'écrivaine communiste Dorothy Livesay, l'Association humanitaire, qui regroupe jusqu'à 6000 chômeurs au plus fort de la crise économique, est contrôlée « par un groupe anarchiste dirigé par St-Martin » (5). Il est vrai que ce dernier ne reste pas inactif malgré ses 64 ans. Saint-Martin participe notamment à la création de deux coopératives d'alimentation au centre-ville de Montréal. À l'automne 1932, le mouvement Spartakus se dote d'un journal bi-hebdomadaire et d'une coopérative d'imprimerie. Saint-Martin publie en décembre 1932 une brochure de 24 pages très controversée : *Sandwiches à la shouashe*. Diffusé à 19 000 exemplaires (11 000 en français et 8 000 en anglais), ce texte est un véritable réquisitoire contre la supposée « charité » des institutions religieuses. Sur un ton sarcastique, Saint-Martin fait le procès de l'église, piquant au passage les bourgeois et le Parti Communiste, à travers des dialogues imaginaires entre Spartakus et un chômeur. En voici un extrait :

« Spartakus : Comment vous nourrissez-vous?
 Chômeur : Aux sandwiches, mais je me démène et j'ai des petits trucs que vous n'avez pas besoin de savoir, pour attraper un peu plus de manger, mais là je commence à être au bout de ma corde et j'ai bien hâte...
 S : De quoi?
 C : Qu'ils déclarent la guerre!
 S : Tiens et pourquoi?
 C : Pour qu'ils me mettent une carabine entre les mains... Je saurai m'en servir...

S : Comment ?
 C : Si je le dis, vous allez m'arrêter tout de suite...
 La Cour : je vous garantis que non.
 C : Je vous fusillerais, vous et tous les juges; vous n'êtes que des hypocrites, votre justice n'est qu'un simulacre, vous avez deux justices : une pour les riches, clémente et dorée, l'autre pour les pauvres, arrogante et cruelle; je fusillerais tous ces députés et évêques, qui vous bourrent de promesses que les affaires vont bien aller, et qui pendant ce temps, volent les millions du trésor public pour les donner à ces sépulcres blanchis, ces êtres immondes à face humaine qui s'enrichissent de la différence entre les sommes énormes qu'ils reçoivent de la



main droite, sous le prétexte de faire la charité, et la pitance qu'ils donnent de la main gauche; et, avec cette différence, ils se font vivre, se construisent les immenses constructions que l'on voit partout : ces remplis de pourriture, je ne les fusillerais pas, je les pendrais! (...)
 S : Écoutes, quand même tu tuerais tous ces braves gens, car chacun d'eux, personnellement, est un brave homme, cela ne t'avancerait pas plus. C'est le système économique qui est vicieux et qui les rend inconsciemment si méchants. Tant que le principe de la propriété et le numéraire qui sert à la transmission ne seront pas abolis, il n'y aura rien de fait : d'autres du même acabit surgiront, avec les

mêmes conséquences...
 C : Comme les bolchéviks alors.
 S : Parfaitement... Tu n'as pas l'air à les chérir!
 C : Ils sont pires que tous ceux-là : ils ont des prêtres qu'ils nomment « paid-organizers », et comme les prêtres; ils ont une échelle de degrés, à mesure que ces « paid-organizers » montent en grade, ils sont payés plus cher, pareil comme pour les évêques, les archevêques, (...) Et puis ils tiennent à nous conduire, tout comme les prêtres, ils disent que nous sommes trop bêtes pour penser par nous-mêmes et nous conduire, qu'il faut qu'ils pensent pour nous et qu'il faut nous laisser conduire par eux.

S : Tu vois bien, c'est qu'en effet, où ils dominent, ils n'ont pas aboli, ni le principe de la propriété, ni le numéraire; alors, ils sont, fatalement, aussi vicieux que les autres.
 C : Plus, parce qu'ils se prétendent nos amis » (6)

Le mouvement ouvrier juif n'est pas en reste. En 1933, sur la rue Rachel, l'anarchiste Hersh Hershman coordonne le travail de la « Jewish People's Kitchen » qui accueille celles et ceux que la crise a jeté à la rue. Cette soupe populaire est mise en branle grâce aux efforts concertés de plusieurs groupes socialistes (le Poale Zion, le journal Farband et l'Arbeiter Ring). D'après l'historien Israel Medresh, « Hershman fut le principal responsable de cette initiative qui s'étendit sur environ deux ans, soit jusqu'à ce que la situation économique se rétablisse » (7).

Si les effets de la crise se font sentir jusqu'en 1937, le mouvement ouvrier prend peu à peu de la vigueur à partir de 1934. Par le fait même, l'État durcit la répression contre les « communistes », c'est-à-dire contre tous les partisans du changement social, peu importe leur allégeance politique. L'Université ouvrière est évidemment dans sa mire. Le clergé se met également de la partie. À travers sa presse, l'église catholique dénonce régulièrement ses activités. Les troupes de choc du clergé, de jeunes fascistes fanatisés par les curés, atta-

quent régulièrement les locaux et les membres de l'Université ouvrière, brûlent les livres de sa bibliothèque sur la place publique avec la complicité de la police. En 1933, l'Assemblée nationale adopte une loi qui restreint les activités de l'Université ouvrière. Trois ans plus tard, le gouvernement de Maurice Duplessis instaure la fameuse Loi du Cadenas, qui permet à la police de perquisitionner les locaux des « communistes », de saisir leur littérature, de fermer leurs lieux de réunion. Cette vague répressive finit par avoir le dessus sur la plupart des initiatives libertaires. Saint-Martin lui-même, victime des attaques fascistes, décide de se retirer. Paul Faure, amer, résume en ces termes l'esprit qui prévaut alors : « *Il a suffi d'une loi dite du cadenas, loi d'exception par excellence visant les communistes mais appliquée à tous les éléments considérés comme non-conformistes, pour que les camarades rentrent sous la tente, leur chef en tête, l'âme dirigeante qui je dois l'admettre était la seule valeur de la bande. Il était âgé et sans doute voyant qu'il ne pouvait compter même sur ses rares lieutenants, il cessa toute activité. Ce fut la fin, ceci se passa vers 1937. À maintes reprises, j'ai tenté de pousser à l'action les quelques rares canadiens qui avaient été le plus en vue dans le mouvement.* »

Mais hélas! aucun n'a voulu reprendre la lutte. Apparemment, chacun songeait à sa situation économique et reprenait sa course aux dollars. La propagande, cela ne paie pas. D'ailleurs, j'en sais quelque chose ».

«**French-Canadian Girls Get Tough**»

Alors que se meurt l'Université ouvrière et l'Association humanitaire, Rose Pesotta arrive à Montréal en 1937 en tant qu'organisatrice de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (UIOVD), dont elle assume la vice-présidence jusqu'en 1942. Née en Ukraine en 1896, elle part aux États-Unis en 1913 où elle travaille dans l'industrie du vêtement comme des milliers d'autres immigrantes juives. Anarchiste depuis sa prime jeunesse, elle trouve à New-York un milieu propice à ses idées. C'est là qu'elle rencontre Emma Goldman, qui deviendra une amie et une source d'inspiration pour Pesotta.

Rose Pesotta commence à s'impliquer dans le mouvement ouvrier au début des années '20 : « *she felt that since anarchist believed in the general strike as an organizing tactic, she should be among the masses when they were ready to rise, as well as to inject anarchist ideas into the labor movement* » (8). Elle débarque à

Montréal pour participer à la campagne de syndicalisation des 10 000 ouvrières du vêtement. A cette époque, les conditions de vie des travailleuses de l'aiguille (les midinettes, comme on les appelle) sont pitoyables. Malgré de longues semaines de travail, la majorité d'entre elles ne gagnent même pas le salaire minimum garanti aux femmes par la loi (12,50\$ par semaine). Dès son arrivée, Pesotta lance une campagne d'agit-prop très audacieuse. Elle produit une émission de radio bilingue, prépare des tracts, publie un journal, organise le porte à porte, transforme le local syndical en salon de thé, développe des cours du soir (qui seront donnés par Léa Roback, alors travailleuse sociale). Ses efforts commencent à porter fruit. Plusieurs ouvrières deviennent membres et participent à leur tour à la campagne sur le plancher de travail. C'est sans compter sur l'église catholique, qui dénonce publiquement l'appui donné par l'UIOVD au camp républicain en Espagne. Aux yeux des cercles catholiques, Pesotta est une « dangereuse agitatrice étrangère ». Plane donc au-dessus de sa tête et de celles des ouvrières la fameuse loi du cadenas. En fait, l'église cherche à écarter l'Union internationale pour installer ses propres syndicats dans cette industrie. Les employeurs font également la vie dure aux déléguées syndicales de l'UIOVD. Plusieurs d'entre elles sont limogées peu après l'inauguration officielle de leur local syndical. Une lutte s'amorce pour leur retour au travail. Pesotta se lance à fond dans ce combat, qui finit par tourner à l'avantage des travailleuses. Une première manche est gagnée.

Après plusieurs mois de travail acharné, les membres de l'UIOVD déclenchent le 14 avril 1937 une grève générale illimitée. Plus de 100 usines sont touchées : 5000 ouvrières, majoritairement juives et canadienne-françaises, participent au mouvement. La réponse du clergé est immédiate : dans une lettre publiée le 18 avril dans le journal *La Patrie*, l'archevêque de Montréal et les dirigeants des syndicats catholiques exigent du gouvernement la déportation de Rose Pesotta et d'un autre organisateur, Bernard

LA PAGE NOIRE

librairie et bibliothèque sociale

livres, revues, musique et vidéos engagés.

Le seul infoshop digne de ce nom à Québec déménage!
Anciennement situé au 700 rue du Roi, la librairie se trouve maintenant au 412 3e avenue à Limoilou, entre la 4e et la 5e rue. Passez voir nos nouveautés et faire connaissance avec nos libraires libertaires!

infopagenoire@yahoo.fr

mercredi-jeudi: 17h à 21h

vendredi: 13h à 21h

samedi-dimanche: 13h à 17h

Shane. Des mandats d'arrêts sont émis contre Shane et Pesotta. Malgré ces attaques, les ouvrières tiennent bon. En défiant les curés et leurs patrons, elles finissent par gagner la grève.

Elles obtiennent sur le champ une augmentation de salaire de 10%, la semaine de 44 heures, le temps supplémentaire payé 1 fois et demi, pas de travail le samedi, etc. Le 21 juin, 5 000 travailleuses de l'aiguille se réunissent dans une aréna du centre-ville pour célébrer leur victoire. Un sentiment de fierté les anime. Comme l'écrit Pesotta dans son autobiographie : « *the thousands of girls and women present, lately freed from long exploitation, realized that they were now part of the great army of organized labor, and were no longer defenseless* » (9).

Les travailleuses de l'aiguille ne sont pas les seules à se révolter. Ailleurs en province, des grèves sauvages éclatent. Le 29 avril, des ouvriers de Sorel (qui bossent à la Sorel Steel Foundries, la Sorel Iron Foundries et au Sorel Mechanical Shop) votent la grève contre leur employeur, la famille Simard. Pendant plusieurs nuits, les grévistes sont maîtres de la ville et saccagent les bâtiments de la compagnie. Plusieurs d'entre eux sont arrêtés et traduits devant les tribunaux. Le 13 juillet 1938, c'est au tour des travailleurs de Montmorency (non loin de Québec) à se mettre en mouvement. Des ouvriers de la Dominion Textile cassent la gueule à leurs patrons. Ils gagnent leur point (!), et signent le lendemain une nouvelle convention collective.

Mais au loin, en Europe, les premiers signes de guerre se font de plus en plus présents. La révolution espagnole, à laquelle participeront 1400 Canadiens (dont une cinquantaine de Montréalais), vient d'être écrasée. Le bruit des bottes se fait bientôt entendre en Pologne : la deuxième boucherie mondiale peut commencer.



Conclusion

Bien que marginal, le courant anarchiste était bel et bien présent au Québec pendant l'entre-deux guerres. Des hommes et des femmes ont traduit à leur façon cet idéal dans une pratique quotidienne, que ce soit de façon autonome ou par une présence dans les mouvements sociaux. Les nombreux séjours d'Emma Goldman (elle revient à plusieurs reprises tout au long des années '30), mais aussi de Rudolf Rocker (qui vient donner une série de conférences à Montréal en 1934) ont sans aucun doute contribué à faire connaître les idées anarchistes auprès d'un public juif et anglophone. On est toutefois bien loin du début du siècle, période où les anarchistes formaient l'un des courants révolutionnaires les plus actifs à Montréal. Dans une entrevue au journal *La Presse* le 4 mai 1934, Emma Goldman confie au journaliste qu'elle doute des chances de l'anarchisme au Québec. L'absence d'organisation spécifique semble vouloir lui donner raison. Mais un autre facteur joue dans la balance : la division du mouvement sur des bases linguistiques. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les liens sont à peu près inexistantes entre les anarchistes juifs et les anarchistes francophones. Les uns tendent à se replier de plus en plus sur leur communauté, délaissant toute

forme de propagande autre qu'en yiddish. Les libertaires francophones, obnubilés par la lutte contre l'emprise du clergé, semblent se soucier assez peu de ce qui se passe dans les communautés immigrantes. Deux solitudes cohabitent, se croisent, mais ne parviennent pas à faire cause commune.

Michel Nestor

- (1) Gagnon, Henri (1985), *Les militants socialistes du Québec d'une époque à l'autre*, p. 90
- (2) Salutin, Rick (1982), *Kent Rowley, une vie pour le mouvement ouvrier*, Éd. Coopératives Albert Saint-Martin, p. 27
- (3) Avrich, Paul (1995), *Anarchists Voices : An Oral History of Anarchism in America*, Princeton University Press, p. 180-182
- (4) Valjean, Jean (1922), *La crise*, 32 p.
- (5) Fournier, Marcel (1979), *Communisme et anticommunisme au Québec*, Éd. Coopératives Albert Saint-Martin, p. 155
- (6) Larivière, Claude (1979), *Albert St-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Éd. Coopératives Albert Saint-Martin, p. 270-271.
- (7) Medresh, Israel (2001), *Le Montréal juif entre les deux guerres*, p.96
- (8) Ann Schofield in Pesotta, Rose (1987) *Bread Upon the Waters*, ILR Press, p. vii
- (9) Pesotta, Rose (1987), *ibid*, p. 277

Abonnez-vous à

Ruptures

Détails en page 1...

Groupes membres de la NEFAC

QUÉBEC

La Nuit a/s E. H.
C.P. 55051, 138 St-Valliers Ouest
Québec (Québec), G1K 1J0
Canada
nefacquebec@yahoo.ca

MONTRÉAL

Collectif anarchiste La Commune
c/o C.P. St.-André, B.P. 32018
Montréal, Québec, H2L 4Y5,
Canada
mtl@nefac.net

OTTAWA

Cipriano Mera Anarchist Collective
emak_bakia@hotmail.com

TORONTO

Punching Out
PO box 79538
1995 Weston Rd.
Toronto, Ontario,
M9M 3W9
Canada
punchingout@nefac.net

VERMONT

Green Mountain Collective
PO Box 76
Montpelier, Vermont 05601
greencollective@chek.com

BOSTON

Sabate Anarchist Collective
PO Box 230685
Boston, MA, 02123, USA
sabate36@juno.com

Class Against Class
c/o PO Box 230685
Boston, MA, 02123, USA
cac@linefeed.org
<http://stray.linefeed.org/cac>

Mobarezeh Collective
mobarezeh@nefac.net

MALDEN

Firefly Collective
PO Box 446
Malden, MA, 02148, USA
firefly@riseup.net

SOMERVILLE

Sargassum Collective
sargassumcollective@hotmail.com

NEW YORK CITY

Open City Anarchist Collective
opencity@nefac.net

NEW JERSEY

Stelton Anarchist Collective
PO Box 3107
New Brunswick, NJ 08903
skip@nefac.net

PHILADELPHIA

Class Action!
PO Box 42551
Philadelphia, PA 19104
FAX: 425-920-4561
phillynefac@lists.riseup.net

Underpaid and Angry
c/o Class Action (see above)
(NEFAC Supporters)

BALTIMORE

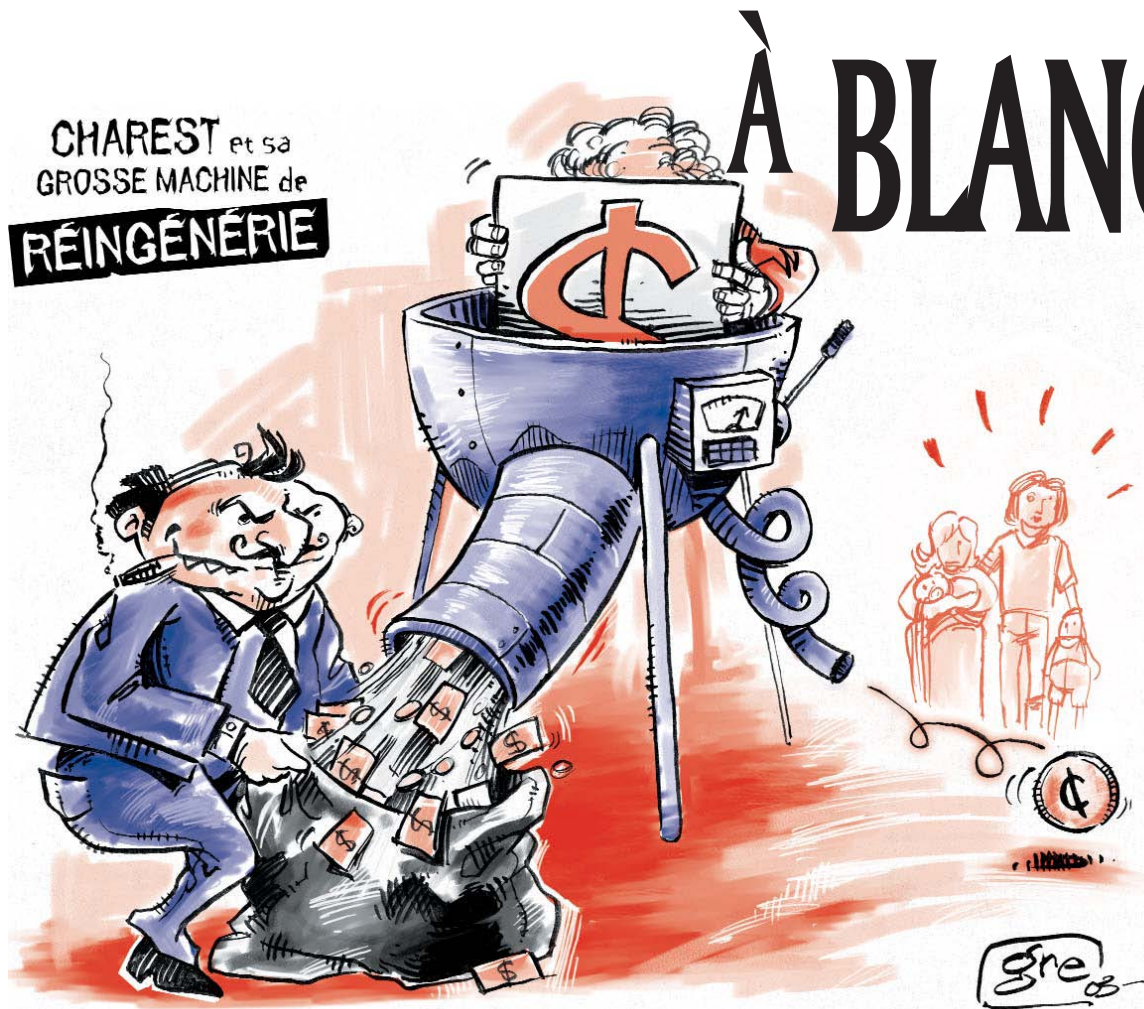
Écrire à New-York.

NEFAC

www.nefac.net

ROUGES OU BLEUS
ILS NOUS SAIGNENT
À BLANC!

CHAREST et sa
GROSSE MACHINE de
RÉINGÉNÉRIE



CONTRE LES COUPURES :
ABOLISSONS LE GOUVERNEMENT
CONSTRUISONS L'AUTOGESTION

Fédération des Anarchistes-Communistes du Nord-Est

www.nefac.net

